



5/1/33



NATIONS UNIES
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/48

23 mars 1987

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)

13 - 20 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)

23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

RAPPORT DE LA TROISIEME CONFERENCE CEA/AUA
DES RECTEURS, PRESIDENTS ET DIRECTEURS DES ETABLISSEMENTS AFRICAINS
D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

* E/ECA/TPCW.2/1.

** E/ECA/CM.13/1.

I. HISTORIQUE ET OBJECTIFS DE LA REUNION

1. La deuxième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur s'était tenue à Mbabane (Swaziland) en février 1985 sous le thème : "La réaction des établissements d'enseignement supérieur en Afrique à la rapide détérioration des conditions économiques et sociales en Afrique". Au cours de cette conférence, les recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur avaient passé en revue les facteurs exogènes et endogènes ayant provoqué la crise sociale et économique qui avait entravé le développement de l'Afrique au cours de la première moitié des années 80 et avait constitué une véritable menace à la survie du continent en tant qu'entité politique et socio-économique. En définissant leur rôle en tant qu'agents de développement soucieux de renverser la tendance à l'effondrement économique total du continent, les établissements africains d'enseignement supérieur se sont mis d'accord sur un ensemble de mesures concrètes susceptibles d'accroître leur contribution aux efforts déployés aux niveaux national et régional en vue de jeter les bases d'un développement social et économique autonome en Afrique. Ces mesures sont contenues dans le Programme d'action de Mbabane qui avait été adopté par la Conférence et dans lequel les établissements africains d'enseignement supérieur avaient décidé notamment :

a) de revoir leurs programmes, leurs cours et le contenu de leurs programmes de recherche afin de donner la priorité aux éléments qui contribuaient plus efficacement aux besoins de l'Afrique en matière de développement social et économique;

b) d'intensifier la recherche dans les secteurs primordiaux du développement tels que l'agriculture, la sécheresse et la désertification, la mise en valeur des ressources en eau, la science et la technique et autres;

c) de mettre en place des mécanismes susceptibles de promouvoir une plus grande coopération entre les établissements pour le grand bien de leurs pays;

d) de rechercher l'assistance des gouvernements africains et de la communauté internationale pour l'exécution du Programme d'action de Mbabane.

2. Les recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur avaient, par ailleurs, convenu de convoquer la troisième Conférence en 1987 non seulement pour faire le bilan de leur réalisation et examiner les problèmes et contraintes, mais aussi pour entreprendre une étude perspective de la mission que les établissements auront à remplir au cours des deux prochaines décennies. Le thème choisi pour la troisième Conférence était le suivant : "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes de développement à long terme du continent - 1988-2008".

3. La troisième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur en Afrique s'est tenue à Harare (Zimbabwe) du 19 au 21 janvier 1987 à un moment où l'on assiste à des événements importants en matière de formulation de politiques et stratégies de développement

en Afrique. Les chefs d'Etat et de gouvernement s'étaient réunis en novembre 1985 et avaient convenu que les chances de croissance et de développement autonomes à long terme du continent étaient fonction de la volonté des pays africains de relancer leurs économies après les ravages de la crise économique afin d'assurer une reprise complète, effectuer les transformations structurelles de base et acquérir la force et le dynamisme nécessaires pour atteindre les objectifs de développement énoncés dans le Plan d'action de Lagos. Le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique (1986-1990) contient les mesures prises en vue de réaliser cet objectif de redressement à court et à moyen termes. La communauté internationale qui était invitée à soutenir le Programme prioritaire avait convoqué en mai-juin 1986 une session extraordinaire de l'Assemblée générale au cours de laquelle elle avait examiné le diagnostic des causes des difficultés économiques de l'Afrique, les solutions proposées pour y remédier et l'appui financier et politique nécessaire pour assurer le succès des mesures proposées. En réponse aux propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique, la communauté internationale s'était engagée, dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique (1986-1990) à apporter son appui aux efforts de l'Afrique en vue d'assurer son redressement économique et son développement.

4. Le Programme prioritaire, les propositions présentées par les pays africains et le Programme d'action des Nations Unies énoncent tous la stratégie que l'Afrique devrait adopter pour assurer son redressement intégral et créer le cadre nécessaire pour sa croissance et son développement auto-entretenus.

5. La troisième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur s'est réunie non seulement pour discuter du thème choisi pour la Conférence, à savoir "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes de développement à long terme du continent, 1988-2000" mais aussi pour examiner les nouvelles mesures prioritaires de redressement et de développement et définir leur rôle dans l'exécution de ces mesures à court et à moyen termes, au cours des cinq prochaines années et aux niveaux national, sous-régional et régional.

II. PARTICIPATION

6. Ont participé à la Conférence les représentants des établissements africains d'enseignement supérieur ci-après :

Université d'Addis-Abeba (Ethiopie); Universidade de Agostinho Neto (Angola); Ahfad University College for Women (Soudan); Ahmadu Bello University (Nigéria); Université américaine du Caire (Egypte), Obampra State University of Technology (Nigéria), Université de Annaba (Algérie), Université nationale du Bénin (Bénin); University of Botswana; Université du Burundi; University of Calabar (Nigéria); University of Cape Coast (Ghana); Université de Constantine (Algérie), Université de Côte d'Ivoire; University of Dar es-Salaam (République-Unie de Tanzanie),

Gambia College (Gambie); University of Gezira (Soudan); University of Ghana (Ghana); Université des sciences et de la technologie Houari Boumedienne (Algérie); University of Ibadan (Nigéria); University of Khartoum (Soudan); Université nationale de Kinshasa (Zaire); National University of Lesotho (Lesotho); Université de Lumbumbashi (Zaire); Université Marien Ngouabi (Congo); University of Nigeria, Nsukka (Nigéria); Omdurman Islamic University (Soudan); Université de Ouagadougou (Burkina Faso); University of Port Harcourt (Nigéria); University of Science and Technology de Kumasi (Ghana); Sokoine University of Agriculture (République-Unie de Tanzanie); University of Swaziland (Swaziland); University of Tanta (Egypte); Université de Yaoundé (Cameroun); University of Zambia (Zambie); University of Zimbabwe (Zimbabwe).

7. Les organisations et institutions ci-après étaient représentées en qualité d'observateurs :

Réseau africain des institutions de science et technique, Association des universités du Commonwealth, Projet de recherche des universités de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Association internationale des universités, Organisation internationale du Travail (OIT), Nigerian National Universities Commission (Commission nigérienne des universités nationales), Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) et Banque mondiale.

III. OUVERTURE DE LA CONFERENCE

8. Le Recteur de l'Université du Zimbabwe, le Professeur Walter Kamba, a souhaité à tous les participants à la Conférence CEA/AUA ainsi qu'à la Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur et à la réunion sur le Projet de recherche des universités de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, la bienvenue à l'Université du Zimbabwe. Il a également souhaité la bienvenue au Ministre de l'éducation M. Dzingai Mutumbuka qui représentait le Premier Ministre Robert Mugabe, empêché.

9. Le Professeur Kamba a déclaré que l'Université du Zimbabwe était d'autant plus honorée d'accueillir la série de réunions que c'était la première fois que les représentants des établissements africains d'enseignement supérieur se réunissaient au Zimbabwe pour examiner les questions concernant non seulement l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique mais aussi les moyens de renforcer la coopération entre les établissements.

10. Evouant le but des établissements d'enseignement du troisième degré en Afrique, le Professeur Kamba a dit que ces établissements avaient pour mission de rechercher et de développer la connaissance de manière à acquérir une meilleure compréhension du monde et à améliorer la vie de tous les peuples. Il a déclaré

que les nations africaines s'attendaient à ce que leurs universités diffusent les connaissances, forment un personnel hautement qualifié et jouent un rôle primordial dans l'acquisition d'attitudes positives face à la vie, la recherche de réponses aux questions complexes de développement national ainsi que la promotion du sens et de la valeur de la vie qui seuls donnent du poids à l'existence humaine.

11. Il a indiqué que les travaux de la Conférence susciteraient la réflexion sur l'avenir des établissements africains d'enseignement supérieur tout en exprimant l'espoir qu'à la fin de la Conférence, les participants seraient plus déterminés qu'auparavant à jouer leur rôle dans le développement de leurs institutions et, plus important encore, de la société dont ils font partie intégrante.

12. Invité à prendre la parole, le Secrétaire général de l'AUA, le Professeur L. Makany, a déclaré que le thème de la Conférence constituait un défi à l'élite intellectuelle africaine et une suite au Plan d'action de Lagos, au Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et au Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique. L'éducation, a-t-il observé, non seulement consiste à acquérir un niveau plus élevé de connaissances mais aussi contribue à une meilleure qualité de la vie et à une plus grande autonomie. Sur la question du genre d'éducation nécessaire, il a cité M. Mugabe qui avait déclaré lors de la cinquième Conférence régionale des ministres de l'éducation et de la planification économique au mois de juillet 1986 que l'éducation était un instrument de développement et que le programme d'enseignement devait mettre davantage l'accent sur la pensée scientifique et les compétences techniques nécessaires à une nation industrielle développée.

13. Il a indiqué que les priorités en matière de développement constituaient un défi devant être relevé par les établissements d'enseignement supérieur notamment dans des domaines importants tels que l'alimentation et la nutrition, le logement, la santé, l'alphabétisation et la communication. Il a informé la Conférence qu'à cet égard, le premier Congrès panafricain de la communauté scientifique au service du développement de l'Afrique se tiendrait lors de la prochaine conférence au sommet de l'OUA à Brazzaville en juin 1987 et que les universitaires et hommes de science africains devaient à cette occasion exprimer leurs opinions sur le rôle qu'ils comptaient jouer dans le développement du continent.

14. Il a déclaré que la coopération pouvait être encouragée entre les Etats africains afin d'accumuler des ressources humaines dans les six différents groupes culturels et linguistiques hérités de la colonisation. Les efforts devaient être poursuivis pour rendre la formation universitaire plus apte à promouvoir le développement social, économique et culturel. Il a déclaré que l'AUA était bien placée pour créer des réseaux d'enseignement supérieur et de recherche visant à aider l'Afrique à atteindre ses objectifs d'autonomie.

15. Il a ajouté que consciente du caractère limité des ressources et afin d'éviter le luxe du gaspillage, l'AUA avait accordé un rang de priorité élevé à l'alimentation, à la bio-technologie, à la nutrition et à la santé publique. Pour ce faire, un projet sur l'alimentation et la nutrition a été formulé conjointement par l'AUA et l'Université des Nations Unies (UNU) pour assurer la formation des formateurs, des responsables de recherche et des utilisateurs de connaissances dans le domaine de l'accroissement et de l'amélioration de l'approvisionnement alimentaire. En complément de ce qui précède, des chaires de science et de technologie alimentaires étaient créées grâce aux efforts conjointement déployés par le CRAT et l'AUA avec l'appui du système des Nations Unies. Ces efforts permettraient de former davantage de personnel local pour la mise en valeur des ressources humaines grâce à la création d'un réseau d'universités et d'institutions chevauchant les frontières nationales. De nouveaux programmes d'enseignement avaient été élaborés et les problèmes devant faire l'objet de recherche-développement recensés. Pour terminer, il a déclaré que l'AUA n'a pu enregistrer des résultats positifs que grâce aux efforts collectifs des universités membres.

16. Le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique, M. Adebayo Adedeji, a ensuite prononcé une allocution dans laquelle il a souhaité la bienvenue aux recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur, ainsi qu'aux représentants, observateurs et invités à la troisième Conférence CEA/AUA. Il a exprimé sa gratitude au Ministre de l'éducation du Zimbabwe, M. D.B. Mutumbuka, qui représentait le Premier Ministre Robert Mugabe, empêché. Il a aussi particulièrement remercié le Recteur de l'Université du Zimbabwe, M. Kamba et ses collègues pour les excellentes dispositions prises pour assurer le succès de la Conférence.

17. Le Secrétaire exécutif de la CEA a rappelé que la deuxième Conférence s'était tenue à Mbabane sur le thème "La réaction des établissements d'enseignement supérieur en Afrique à la rapide détérioration des conditions économiques et sociales en Afrique". Leur réaction à la crise avait été consignée dans le Programme d'action de Mbabane dans lequel ils avaient procédé à un examen des programmes d'enseignement, des cours proposés et du contenu de la recherche pour répondre aux besoins des pays africains en matière de croissance et de développement autonomes et s'étaient penchés sur les moyens d'harmoniser les méthodes d'enseignement et de renforcer la coopération entre les établissements d'enseignement supérieur.

18. Il a informé la Conférence qu'en raison de son importance, le Programme d'action de Mbabane avait été présenté en avril 1985 à la onzième session de la Conférence des ministres de la CEA qui avait, par la suite, adopté la résolution 546 (XX) intitulée "Renforcement du rôle que jouent les établissements d'enseignement supérieur dans le développement de l'Afrique". Dans cette résolution, la Conférence des ministres avait prié les établissements africains d'enseignement supérieur de poursuivre l'exécution de leurs programmes d'action et demandé à tous les gouvernements africains de fournir à leurs établissements d'enseignement supérieur un appui matériel, financier et moral afin de leur permettre de s'acquitter plus efficacement de leurs fonctions. Il a indiqué que la tâche importante de la troisième Conférence était d'évaluer les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action de Mbabane.

19. M. Adedeji a ensuite évoqué un certain nombre de faits nouveaux intervenus en matière de développement en Afrique depuis la deuxième Conférence. Les priorités avaient été déplacées et portées non plus sur les actions d'urgence mais sur les mesures concrètes de reconstruction et de développement. Il a mentionné le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 qui avait été adopté par les chefs d'Etat et de gouvernement en 1985 en tant que stratégie de relance économique et de développement intégral entre 1986 et 1990 et qui portait essentiellement sur quatre domaines prioritaires, à savoir l'alimentation et l'agriculture, les autres secteurs d'appui à l'agriculture, la mise en valeur des ressources humaines ainsi que la sécheresse et la désertification. Il a également mentionné que dans leurs efforts en vue de susciter l'appui de la communauté internationale, les chefs d'Etat et de gouvernement avaient demandé la convocation de la toute première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur des questions économiques qui avait été consacrée à l'examen de la situation économique critique en Afrique. Les gouvernements africains avaient présenté leur cas à la session extraordinaire en mai/juin 1986 dans un document intitulé "Propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique". La communauté internationale avait, à son tour, exprimé son appui moral et financier au programme de reprise et de développement de l'Afrique dans un document intitulé "Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990".

20. M. Adedeji a indiqué que dans les trois documents, l'Afrique avait défini ses priorités en matière de développement pour la période 1986-1990. Toutes les parties concernées, en particulier les Africains eux-mêmes, devaient, a-t-il déclaré, jouer leur rôle pour assurer la bonne exécution du Programme prioritaire et du Plan d'action des Nations Unies. Les établissements d'enseignement supérieur avaient un rôle important à jouer à cet égard.

21. Le Secrétaire exécutif de la CEA a dit qu'en dehors de leurs contributions au redressement économique et au développement de l'Afrique, les établissements d'enseignement supérieur pouvaient et devaient élaborer des programmes à long terme pour accélérer le développement de l'agriculture et du processus d'industrialisation, et créer l'infrastructure humaine susceptible de rendre endogène le processus de développement en Afrique. Mais pour les besoins à moyen et à long termes en matière de reprise et de développement, ils devaient contribuer à lever les obstacles dans les quatre domaines prioritaires, à savoir l'alimentation et l'agriculture, la sécheresse et la désertification, les autres secteurs d'appui à l'agriculture et la mise en valeur des ressources humaines. Ils devraient s'employer à rechercher les solutions immédiates aux problèmes particuliers de la production et de la productivité agricoles grâce à la recherche pour l'amélioration des instruments de production simples, la conservation des sols et de l'eau, la mise en place de systèmes d'irrigation, la lutte contre la sécheresse et la désertification par le biais de projets de reboisement, le développement de sources d'énergie de remplacement du bois de chauffage, les projets de conservation et autres. Ils devraient également accorder l'attention au développement des transports, de la commercialisation, de la distribution et des réseaux de stockage pour les rendre plus à même de soutenir le secteur de l'agriculture. Les politiques et systèmes de mise en valeur et d'utilisation des ressources humaines devaient également être réexaminés afin qu'ils puissent contribuer à accroître l'efficacité et à servir d'éléments catalyseurs véritables du développement de l'Afrique.

22. M. Adedeji a ensuite indiqué que les établissements africains d'enseignement supérieur devraient aider à mettre en place des mécanismes permettant de suivre le service de la dette et les emprunts contractés par les pays africains et devraient également aider à former le personnel nécessaire dans le domaine de la planification générale, de la gestion financière et économique de manière à améliorer la gestion des économies des pays africains et la gestion de leur dette. En outre, les établissements d'enseignement supérieur devraient rechercher des sources indépendantes de revenus en s'adonnant à la production de cultures alimentaires et d'exportation. Il a lancé un appel aux gouvernements africains pour qu'ils soient plus généreux dans le financement des institutions, notamment celui des programmes de recherche pour promouvoir leur rôle en tant qu'agents de changement importants.

23. Abordant le thème de la Conférence "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes de développement à long terme du continent, 1988-2000", M. Adedeji a exhorté les participants à voir, de quelle manière ils pourraient, d'ici la fin du siècle, atteindre l'autonomie en matière de création des connaissances nécessaires à leurs besoins, acquérir leur indépendance vis-à-vis de l'étranger pour la fourniture du cadre intellectuel et conceptuel pour le développement, ne plus être de simples diffuseurs mais plutôt de véritables producteurs de connaissances et renforcer leurs liens de coopération afin de créer une ou deux institutions de très haut niveau dont pourrait profiter l'ensemble du continent, encourager la mobilité du personnel et des étudiants et développer l'échange des programmes. Il a souligné qu'à moins que les établissements d'enseignement supérieur ne mettent en place collectivement les modalités permettant de rendre le processus d'enseignement supérieur plus adapté, il serait peu probable que le processus de développement prenne racine et réussisse en Afrique.

24. Pour terminer, le Secrétaire exécutif a mentionné deux importantes réunions qui seraient convoquées au cours des mois à venir. La première était une importante conférence internationale qui se tiendra à Abuja (Nigéria) sur le thème "Le redressement économique et le développement accéléré de l'Afrique", conférence au cours de laquelle les participants procéderaient à une franche évaluation des progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. La seconde était une conférence internationale sur la dimension humaine du redressement économique et du développement de l'Afrique devant se tenir à Libreville (Gabon) dans le cadre de l'exécution du Programme d'action des Nations Unies. Il a promis qu'en raison de l'importance du rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le développement, le rapport et les recommandations de la troisième Conférence seraient transmis aux deux conférences en tant que contribution de fond. Il importait par conséquent que les établissements d'enseignement supérieur énoncent clairement la contribution qu'ils comptaient apporter aux efforts de développement de sorte qu'ils puissent être considérés comme participants à la reconstruction et au redressement économique de l'Afrique. Il a souhaité à la Conférence plein succès dans ses travaux.

25. L'allocution du Premier Ministre du Zimbabwe, M. Robert Gabriel Mugabe, a ensuite été lue en son nom par le Ministre de l'éducation, M. Dzingai Mutumbuka.

26. En guise d'introduction, le Premier Ministre a souhaité la bienvenue aux représentants et les a remercié d'avoir choisi d'organiser leur troisième Conférence au Zimbabwe. Il a exprimé l'espoir que les représentants apprécieraient l'hospitalité de son pays et que les infrastructures mises à leur disposition par l'Université du Zimbabwe seraient appropriées et leur permettraient d'avoir des discussions fructueuses sur des questions revêtant une si grande importance pour l'Afrique et ses populations. Il a félicité les organisateurs de la troisième Conférence d'avoir fait preuve de perspicacité et de sagesse dans le choix des thèmes qui portaient sur des questions cruciales pour le développement de l'Afrique. Il les a, par ailleurs, félicité d'avoir judicieusement utilisé les ressources financières en décidant de tenir trois réunions différentes au même endroit et au même moment.

27. Le Premier Ministre a rappelé aux représentants que leur Conférence se tenait à un moment historique en matière de développement de l'Afrique et à un moment où le continent devait affronter deux principaux ennemis. Le premier était le système cruel de l'apartheid qui continuait de terroriser, de déshumaniser et de massacrer les noirs en Afrique du Sud et en Namibie et de causer des ravages dans les économies des Etats noirs d'Afrique australe par le biais de sa politique de déstabilisation. Le second ennemi principal était la détérioration de la situation socio-économique en Afrique qui était caractérisée par un faible revenu par habitant inégalement réparti, des taux de natalité élevés, des niveaux élevés de chômage, des déficits croissants de la balance commerciale et une balance des paiements défavorable. Il a attribué la situation économique lugubre à une multiplicité de facteurs y compris "notre histoire coloniale, l'ordre économique mondial inégal qui prévaut actuellement, les structures de nos économies et les crises politiques". Ce problème était aggravé par les catastrophes naturelles telles que les inondations, la sécheresse, la désertification et autres qui continuaient de freiner les efforts de développement des pays africains.

28. Le Premier Ministre a noté que c'est compte tenu de cette situation lugubre que la Commission économique pour l'Afrique a signalé dans sa publication intitulée la CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008 que si les tendances actuelles n'étaient pas renversées, l'avenir de l'Afrique serait vraiment des plus sombres. Il a, par conséquent, invité les universités et autres établissements d'enseignement supérieur en Afrique à relever le défi et à prendre des mesures adaptées à la situation que traversent actuellement les pays africains. Il était primordial, a-t-il déclaré, que la recherche, les programmes d'enseignement, l'enseignement et la formation soient conçus de manière à permettre aux universités africaines de jouer un rôle plus positif dans le développement social, économique et politique de l'Afrique. Pour ce faire, il fallait que les intellectuels africains se libèrent de leur dépendance à l'égard de l'occident en élaborant des idées créatrices adaptées à l'Afrique et, si nécessaire, en adaptant les théories occidentales aux conditions prévalant en Afrique. Le Premier Ministre a fait valoir que cela devait se faire si l'on veut afin de créer une nouvelle Afrique engagée sur la voie du développement collectif, accéléré, autonome et auto-entretenu de ses membres, assurer l'intégration dans le domaine économique, social et culturel et jeter les bases de l'industrialisation et du développement véritables. Il a indiqué que le développement de l'Afrique nécessitait l'adoption d'une approche concertée et multi-institutionnelle. Les universités africaines avaient à cet égard un rôle primordial à jouer. Ils devaient, a-t-il poursuivi,

servir d'élément vital du mécanisme institutionnel multi-dimensionnel nécessaire pour propulser les pays africains vers les sphères élevées du développement. Il était par conséquent impérieux que l'enseignement et la recherche universitaires soient empreints de sérieux et soient assurés, tout en tenant compte de l'urgence de la situation, dans une perspective qui ait des rapports démontrables avec les préoccupations et les problèmes des peuples africains.

29. Le Premier Ministre a rappelé aux représentants que les universités africaines étaient dans l'obligation d'aider les gouvernements africains à atteindre les buts et objectifs du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos. Ils devraient, pour ce faire, redoubler d'efforts dans les domaines de la mise en valeur des ressources humaines, de la promotion des compétences scientifiques et techniques et de la réalisation d'une recherche utile dans des domaines tels que l'agriculture, le développement rural et des ressources en eau, la sécheresse et la désertification. En outre, les universités devraient assurer le développement des compétences administratives nécessaires pour la gestion efficace des économies des pays africains. Le Premier Ministre a prié instamment les universités africaines de mettre l'accent sur les sujets scientifiques, technologiques et pratiques et la formation d'individus ayant aussi bien des compétences intellectuelles que pratiques, d'hommes ou de femmes capables de lier la théorie à la pratique, penseurs doublés d'hommes d'action. Cela impliquait que l'enseignement et la recherche ne devraient pas être entrepris dans un "vide idéologique". Les étudiants devaient recevoir une orientation idéologique sans équivoque de manière à acquérir une compréhension claire du monde dans lequel ils vivaient et savoir "pourquoi nous sommes ce que nous sommes aujourd'hui, où nous nous situons et comment sortir de la situation difficile dans laquelle nous vivons actuellement.

30. Le Premier Ministre a accordé une grande importance au Plan d'action de Lagos. Il a déclaré que ce document constituait à son avis l'expression de la vision des chefs d'Etat et de gouvernement africains et "présente un tableau du genre de continent qu'ils souhaitent que l'Afrique soit d'ici l'an 2000". Le Premier Ministre a par conséquent prié instamment les universités de tenir compte du Plan d'action de Lagos lors de l'élaboration de leurs programmes d'enseignement. Il a ajouté que le Plan ne devrait pas être considéré comme un document pour les gouvernements et les politiciens, et qui n'était guère utile au bon fonctionnement d'une université. A cet égard, si les universités africaines étaient véritablement décidées à réorienter leurs programmes d'enseignement et à jouer un rôle positif dans le développement du continent, ils ne pouvaient, en aucun cas, se permettre d'ignorer le Plan d'action de Lagos. Le Premier Ministre a poursuivi en ses termes :

"Je suis convaincu qu'en gardant à l'esprit les priorités de sa nation et celles de l'Organisation de l'unité africaine telles qu'énoncées dans le Plan d'action de Lagos, l'université africaine retrouvera son orbite et évitera de devenir un météore perdu et oublié, une étoile qui, au lieu de guider le marin, lui fait perdre sa voie dans sa recherche effrénée de gloires célestes".

31. En priant instamment les universités de jouer leur rôle dans le développement de l'Afrique, le Premier Ministre a assuré le corps professoral universitaire qu'il n'avait pas l'intention de remettre en question les notions de liberté

et d'autonomie académiques. Mais il a rappelé que l'autonomie et la liberté académiques devaient aller de pair avec le sens de la responsabilité. La liberté académique authentique devait reposer sur un esprit de patriotisme et de service de la communauté.

32. A propos de la question de la coopération entre les universités, le Premier Ministre a souligné la nécessité de renforcer les efforts en vue de promouvoir une coopération Sud-Sud efficace entre les établissements d'enseignement supérieur. Il importait à son avis que les universités du sud parviennent à un niveau élevé de compréhension, d'unité et de coopération avant que le Sud ne puisse convaincre le Nord d'instaurer un nouvel ordre. Il a fait valoir qu'une telle coopération Sud-Sud était plus urgente en Afrique qu'ailleurs et que le succès dans ce domaine permettrait de réduire énormément la dépendance de l'Afrique vis-à-vis des experts du Nord et de maximiser l'utilisation des ressources africaines d'une manière conforme au programme de développement socio-économique du continent. Le Premier Ministre considérait la coopération Sud-Sud comme un moyen de renforcer les capacités et le potentiel de l'Afrique dans l'intérêt mutuel des pays et peuples africains. Une telle coopération contribuerait sans aucun doute aux efforts déployés en vue d'instaurer un nouvel ordre économique international.

33. Pour terminer, le Premier Ministre a salué le Programme d'action de Mbabane adopté à la deuxième Conférence AUA/CEA dans lequel les établissements africains d'enseignement supérieur s'étaient notamment engagés à revoir leurs programmes d'enseignement, à renforcer leurs efforts de recherche dans les domaines de la science, de la technologie, de l'agriculture et de l'industrie, à mettre leurs compétences techniques à la disposition des décideurs nationaux et à accroître leur contribution à l'efficacité des systèmes d'enseignement des pays africains. Il a toutefois rappelé aux représentants qu'une chose était d'adopter des résolutions et une toute autre de les appliquer. Il les a, par conséquent, exhorté à faire en sorte que le Programme d'action de Mbabane porte des fruits. Le Premier Ministre a noté que depuis 1982, l'AUA et la CEA avaient formulé de nombreux principes nobles sur le rôle de l'université dans la solution des problèmes que rencontre l'Afrique et avaient exprimé leur foi dans l'importance primordiale de la coopération inter-universitaire en tant qu'instrument de développement. La tâche à laquelle les représentants devaient maintenant s'atteler était de réfléchir au degré d'application des précédentes résolutions. En faisant ce bilan, il était important de déterminer les pierres d'achoppement et les obstacles qui avaient été rencontrés et ce que réserve l'avenir et de leur trouver des solutions de manière à progresser rapidement dans l'exécution du Programme d'action.

34. Le Premier Ministre a exprimé l'espoir que les réunions actuelles donneraient aux responsables des universités et établissements d'enseignement supérieur africains l'occasion de procéder à un examen rétrospectif des résultats enregistrés par l'université africaine depuis sa création. Il importait d'évaluer ce que l'université africaine avait réalisé depuis l'indépendance et le degré de réalisation des espérances et des buts fixés. Cette évaluation s'imposait "si nous voulons scruter fructueusement l'avenir et tracer une nouvelle voie à l'enseignement supérieur en Afrique".

35. Il a ajouté qu'à moins de procéder à cette évaluation :

"l'héritage colonial continuera de nous hanter et le système éducatif colonial, véritable albatros continuera de nous couvrir de son ombre et de peser lourdement sur nos épaules nous empêchant de nous libérer du moule dans lequel nos anciens maîtres nous ont formés"

36. Le Premier Ministre a, pour terminer, invité les représentants à élaborer et à adopter des stratégies efficaces qui leur permettraient d'atteindre leurs objectifs et à faire preuve de la volonté de réussir. Il a déclaré que la lutte devait continuer jusqu'à la victoire finale.

IV. ELECTION DU BUREAU

37. La Conférence a élu le bureau suivant :

- i) Président : Professeur Walter J. Kamba,
Recteur de l'Université du Zimbabwe
- ii) Premier Vice-Président : Professeur Karorero, Recteur de l'Université
du Burundi
- iii) Second Vice-Président : Professeur Mohammed A. Elhamy, Vice-Président
de l'Université de Tanta (Egypte)
- iv) Rapporteur : Professeur Dickson, Recteur de l'université
de Cape Coast (Ghana)

V. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

38. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après :

Première séance :

Rapport du Secrétaire général de l'AUA et déclarations des institutions
sur les progrès réalisés dans l'exécution du Programme d'action de Mbabane.

Deuxième séance :

Thème : Priorités de l'Afrique en matière de développement et rôle des
établissements africains d'enseignement supérieur : perspectives pour
les cinq prochaines années - (E/ECA/AAU/ED/86/3)

Orateur : M. Sadig Rasheed de la CEA

Thème : Changement des objectifs et des stratégies en matière de développement
en vue de promouvoir des économies autonomes en Afrique : Réaction
des universités

Orateur : Professeur A. Sawyerr du Ghana

Débat général :

Participant : 1. M. N.A. Kuhanga de Dar-es-Salaam

Troisième séance :

Thème : L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes et stratégies de développement à long terme de l'Afrique (E/ECA/AAU/ED/86/2)

Orateur : M. Sadig Rasheed de la CEA

Thème : Réorientation et développement des capacités de transmission des connaissances et capabilités des institutions d'enseignement supérieur en Afrique

Orateur : Professeur Bingoto Mandoka na Mpeya du Zaïre

Débat général

Participants : 1. Professeur Abiye Kifle de l'Université d'Addis-Abeba
2. Professeur B. Toure de l'Université de Côte d'Ivoire

Quatrième séance :

Thème : La science et la technique dans la solution des problèmes de développement à long terme de l'Afrique

Orateur : Professeur L. Makhuba du Swaziland

Débat général

Participant : Professeur J.S. Cookey de Port Hartcourt

Thème : Rôle des universités africaines dans l'exécution du projet du Système panafricain de documentation et d'information (E/ECA/AAU/EC/86/4)

Orateur : M. F. Inganji de la CEA

Des allocutions ont été prononcées par l'UNESCO, l'ESAURP, l'Association internationale des universités, l'Association des universités américaines.

Etablissement du rapport

Cinquième séance :

1. Date et lieu de la quatrième Conférence
2. Adoption de la Déclaration d'Harare et du rapport de la Conférence
3. Clôture de la réunion

VI. COMPTE RENDU DES TRAVAUX

A. Première séance :

Thème : Rapport du Secrétaire général de l'AUA

39. Le Secrétaire général de l'AUA, le Professeur Makany, a présenté un rapport sur l'application des recommandations de la deuxième Conférence des recteurs. Il a déclaré que l'exécution du Programme d'action de Mbabane était confiée aux trois parties concernées, à savoir la CEA, l'AUA et les établissements d'enseignement supérieur. Le secrétariat AUA/CEA a tenu une séance de travail à Addis-Abeba sur l'application des recommandations de Mbabane. Ces recommandations portaient essentiellement sur le choix des universités qui devraient créer des groupes de travail pour la réforme du programme universitaire et la mobilisation de fonds pour la promotion de la recherche, en particulier la recherche fondamentale. S'agissant des groupes de travail devant être créés sur une base sous-régionale, il a déclaré que l'AUA avait l'intention de demander d'organiser des réunions sous-régionales de recteurs, présidents et directeurs des établissements d'enseignement supérieur pour examiner la question.

40. Dans une autre recommandation l'AUA et la CEA étaient priées d'examiner sur une base annuelle la situation en ce qui concerne l'application des recommandations par les universités sur la base des informations envoyées par leurs agents de liaison. Au total 24 universités ont communiqué les noms de leurs agents de liaison mais malheureusement ceux-ci ne se sont pas acquittés convenablement de leur fonction.

41. L'AUA était priée d'établir des directives relatives aux droits d'inscription et aux frais de scolarité. Le problème des droits d'inscription et des frais de scolarité avait été examiné par la Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements d'enseignement supérieur lors de sa deuxième réunion à Yamoussoukro en décembre 1980. Les chefs des établissements avaient estimé en ce moment là que la question des droits était une question de souveraineté nationale. Depuis lors la question n'avait pas été reposée. La recommandation demandant à l'AUA d'aider les établissements à trouver une solution au problème des étudiants réfugiés a été abordée dans le cadre du programme quadriennal de l'AUA au titre duquel 100 bourses d'étude étaient prévues pour des réfugiés. Malheureusement les fonds nécessaires n'étaient pas encore disponibles.

42. S'agissant de la recommandation de soutenir les efforts de recherche dans les domaines de la science et de la technique, de l'agriculture, de l'industrie, du développement rural et de la formation du personnel, l'AUA, en collaboration avec l'Université des Nations Unies avait déjà lancé un projet régional visant à renforcer la capacité des établissements de recherche et de formation dans le domaine de l'alimentation et de la nutrition en Afrique. La Communauté économique européenne avait accordé un don de 1,5 million d'ECU pour deux ans dans le cadre de la Convention de Lomé entre la CEE et les pays ACP.

43. Une autre recommandation portait sur l'élaboration de programmes de formation du personnel afin d'améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement et de la recherche. Le Programme INTERAF de l'AUA qui existait depuis longtemps était une réponse à cette recommandation. Malheureusement il n'y avait pas encore de fonds pour appliquer cette recommandation.

44. S'agissant des projets de préparation de manuels, le Professeur Makany a annoncé la publication prochaine de deux manuels, l'un d'agriculture et l'autre de chimie, qui seraient imprimés par les presses de l'AUA. L'UNESCO avait également signé un contrat avec l'AUA pour la préparation d'un manuel de sociologie.

45. En ce qui concerne la recommandation qui invitait les universités à explorer les moyens les plus efficaces d'utiliser les ressources et infrastructures limitées disponibles sur le continent, il a informé les participants que l'AUA publiait un répertoire des universités africaines contenant des informations utiles sur l'exécution de la recommandation susmentionnée. Il a ajouté que la quatrième édition du répertoire venait juste d'être publiée.

46. Quant au rôle de la CEA, le Professeur Makany a informé la réunion que le Secrétaire exécutif de la Commission avait présenté le Programme d'action de Mbabane à la Conférence des ministres de la CEA à sa 11ème session tenue à Addis-Abeba en avril 1985. La Conférence des ministres avait adopté la résolution 546(xx) intitulé "Renforcement du rôle que jouent les établissements d'enseignement supérieur dans le développement de l'Afrique" afin de soutenir l'initiative des institutions. Le Secrétaire exécutif a officiellement transmis cette résolution aux établissements d'enseignement supérieur et aux gouvernements africains les priant instamment de tout mettre en oeuvre pour en assurer l'exécution. Dans le cadre de son programme de travail, la CEA a fermement poursuivi l'application des objectifs du Programme d'action de Mbabane. Elle a organisé, en collaboration avec les universités africaines et d'autres établissements de formation et d'enseignement supérieurs, des ateliers dans des domaines tels que la réorientation des fonctions des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des programmes de formation du personnel visant à renforcer l'enseignement et à encourager la création et le bon fonctionnement de services de formation du personnel aux niveaux de l'administration centrale et des facultés des universités participantes. D'autres ateliers avaient porté sur le renforcement de la formation dans le domaine de l'administration publique, sur la gestion administrative, la budgétisation et la gestion financière. Dans le cadre du Programme conjoint CEA/CIM pour le retour des compétences en Afrique, il était possible de fournir une assistance limitée aux établissements africains d'enseignement supérieur et de les aider à satisfaire leurs besoins en matière de recrutement du personnel. Des consultations avaient eu lieu entre la CEA, les établissements et les organismes de financement, en particulier la CEE et le CIM afin d'étendre le Programme pour le plus grand bien des établissements.

47. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont exprimé leurs regrets face au faible taux de réponse au questionnaire demandant aux universités de fournir des informations sur l'exécution du Programme d'action de Mbabane. La plupart des participants ont convenu que le faible taux de réponse était peut-être lié aux difficultés de communication bien connues sur le continent. Certains établissements n'avaient pas reçu leur questionnaire. Il a été indiqué qu'afin de permettre aux établissements d'enseignement supérieur d'entretenir des rapports suivis, l'AUA devrait commencer à publier un bulletin mensuel ou trimestriel portant sur les activités entreprises dans ces établissements. A cet effet, tous les établissements devraient appliquer les recommandations de la deuxième Conférence à Mbabane qui demandaient notamment à tous les établissements de créer un bureau de liaison avec l'AUA.

B. Deuxième séance :

Thème : Priorités de l'Afrique en matière de développement et rôle des établissements d'enseignement supérieur : Perspectives pour les cinq prochaines années

48. Le représentant de la CEA a présenté le document E/ECA/AAU/ED/86/3 intitulé "Priorités de l'Afrique en matière de développement et rôle des établissements d'enseignement supérieur : Perspectives pour les cinq prochaines années". Il a déclaré que la première partie du document portait sur les priorités en matière de redressement telles que contenues dans le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 qui avait été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA lors de sa vingt et unième session ordinaire tenue à Addis-Abeba du 12 au 15 novembre 1985. Ce document qui s'inspire du Plan d'action de Lagos énonce les priorités parmi les priorités en matière de redressement économique après la crise économique de la première moitié des années 80 qui avait été entraînée par des facteurs intérieurs et extérieurs défavorables et qui avait été déclenchée par la sécheresse, la désertification et la famine. Il a dit que le Programme prioritaire énonçait les mesures concrètes à prendre dans les secteurs primordiaux de l'alimentation et de l'agriculture, y compris la lutte contre la sécheresse et la désertification, la mise en valeur des ressources humaines, la science et la technique, les questions commerciales et financières et la gestion de l'économie, en particulier le grave problème de la dette extérieure.

49. A la demande pressante des gouvernements africains, une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies avait été convoquée en mai/juin 1986 pour examiner les problèmes économiques de l'Afrique et solliciter l'appui de la communauté internationale à l'application du Programme prioritaire. Les gouvernements africains avaient présentés à cette session un document intitulé "Propositions présentées par les pays africains à la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la crise économique et sociale en Afrique" dans lequel ils avaient énoncé leurs priorités ainsi que les mesures qu'ils avaient décidé de prendre pour assurer le redressement total de leurs économies, quantifiés les ressources nécessaires en dollars et demandé l'appui moral et financier supplémentaire de la communauté internationale. La réaction de la communauté internationale était contenue dans le Programme des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990. Dans ce Programme d'action, la communauté internationale avait accepté les mesures définies par les gouvernements africains dans leurs propositions et s'était déclarée disposée à aider l'Afrique à exécuter le Programme prioritaire dans les quatre domaines d'action identifiés, à savoir alimentation et agriculture, autres secteurs d'appui à l'agriculture, sécheresse et désertification et ressources humaines.

50. Le représentant de la CEA a déclaré que la deuxième partie du document portait sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans l'exécution du Programme d'action au cours des cinq prochaines années. Il a indiqué les domaines dans lesquels les établissements pourraient développer des programmes de formation, de recherche et de services consultatifs pour satisfaire les besoins à court et à moyen termes de l'Afrique en matière de redressement et de développement. Premièrement, les établissements devraient aider les gouvernements africains

à mieux gérer leurs économies par l'intermédiaire de programmes d'enseignement, de recherche et de services consultatifs dans le domaine de la gestion du développement, de la gestion financière et de la gestion des ressources humaines et devraient également aider à améliorer les capacités des Etats pour une gestion plus efficace de la dette.

51. Les établissements d'enseignement supérieur devraient également élaborer des programmes d'appui au redressement et au développement du secteur agricole grâce à l'élaboration des programmes de recherche dans des secteurs importants tels que la conservation des sols et de l'eau, la lutte contre la sécheresse et la désertification, la production d'outils et de matériel, la fourniture de facteurs de production agricoles tels que les engrais, les pesticides, les semences à haut rendement et autres. Des programmes de formation pourraient également être organisés à l'intention des agents du changement, des techniciens et des gestionnaires dans le domaine de l'agriculture. Les établissements d'enseignement du troisième cycle devraient s'efforcer d'associer les populations au processus de développement en orientant véritablement leurs services de vulgarisation vers le développement communautaire, en tirant des réalités de la communauté qui les entourent des leçons à utiliser dans leur programme d'enseignement et de recherche tout en faisant bénéficier ces mêmes communautés des résultats de leurs activités.

52. Le représentant de la CEA a ensuite fait un certain nombre de recommandations à exécuter aux niveaux national, sous-régional et régional. Au niveau national, les établissements d'enseignement supérieur devraient élaborer un Programme de recherche pour les besoins spécifiques du programme prioritaire, élaborer un programme de "formation au service du redressement", renforcer leur capacité en matière de services consultatifs, populariser le programme prioritaire et renforcer la coopération avec leurs gouvernements. Au niveau sous-régional, les établissements d'enseignement supérieur devraient se mettre d'accord sur les moyens de travailler ensemble pour aider à trouver une solution aux problèmes communs et mettre au point un mécanisme plus efficace d'échange d'information entre eux. Au niveau régional, il devrait créer un système d'encouragement de la recherche orientée vers le développement et prendre des mesures pour élaborer des programmes d'enseignement, des manuels et du matériel didactique plus appropriés. Il a, pour terminer, souligné la nécessité pour les établissements de travailler de manière efficace et altruiste pour fournir des services que seuls peuvent fournir des établissements d'enseignement de manière à assurer le redressement économique intégral du continent.

53. Le Recteur de l'Université du Ghana, le Professeur Akilagpa Sawyerr a été invité à présenter son document intitulé "Changement des objectifs et stratégies de développement pour la mise en place d'économies autonomes en Afrique : Réaction des universités".

54. Le Professeur Sawyerr a rappelé l'engagement pris par les recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur dans le Programme d'action de Mbabane et les stratégies de développement adoptées par les chefs d'Etat et de gouvernement dans le Plan d'action de Lagos en vue de parvenir à une croissance et à un développement autonomes et auto-entretenus. Bien que les universités africaines aient apporté une contribution importante au développement de leur pays, la question la plus importante qui se posait à

elles actuellement était de savoir comment développer leur potentiel de manière à pouvoir aider à trouver une solution à la crise économique et sociale en Afrique. Il a noté que les origines coloniales des universités en Afrique les rendaient encore trop extraverties, trop éloignées de leurs communautés, concentrées sur les programmes de préparations des diplômes universitaires, élitistes et trop dépendantes du financement public. A moins de changer ces caractéristiques des universités africaines, celles-ci seraient incapables de contribuer intégralement au développement national ou à la solution de la crise.

55. Il a ensuite proposé des domaines dans lesquels cette orientation serait souhaitable. Le premier était l'indigénisation du contenu des cours pour les rendre plus adaptés aux besoins nationaux. Cela pourrait prendre la forme d'un tronc commun destiné à orienter tous les étudiants vers les réalités des conditions socio-économiques dans lesquelles ils auraient à travailler et de la production de manuels d'enseignements locaux qui seraient le fruit d'un rassemblement progressif de matériaux de recherche et d'une recherche introvertie. Un deuxième domaine important était la nécessité de restructurer les programmes de manière à orienter les étudiants dans les domaines voulus de spécialisation. Les méthodes d'enseignement et d'apprentissage pourraient également être révisées de manière à mettre l'accent non plus sur les cours théoriques mais sur l'enseignement pratique et la participation à la vie de la communauté. Les programmes de hautes études universitaires devraient être renforcés localement afin d'éviter la nécessité d'envoyer les étudiants à l'extérieur pour étudier davantage et de réduire la dépendance vis-à-vis des compétences extérieures. L'accès aux études universitaires était trop restrictif et les structures devaient être révisées afin de permettre à un plus grand nombre de personnes d'acquérir une formation universitaire.

56. Abordant les problèmes de la recherche, le Professeur Sawyerr a identifié trois principales questions : les domaines de priorité en matière de recherche, l'organisation et le financement de la recherche et l'usage auquel pourraient être consacrées les conclusions de la recherche. Il a déclaré qu'en égard aux conditions économiques et sociales prévalant sur le continent, les priorités en matière de recherche étaient manifestes. Le financement et l'organisation de la recherche par contre posaient quelques problèmes. Le type de recherche "routinier" attirait normalement le financement alors que la recherche "basée dans les établissements et dirigée par équipe" beaucoup plus souhaitable était plus difficile à soutenir, à organiser et à financer. C'était pourtant ce type de recherche qu'il fallait promouvoir en raison de ses incidences sur le genre de projets à entreprendre, de son financement et de l'usage auquel seraient destinés les résultats de la recherche. Malgré le coût habituellement élevé de ce type de recherche, les universités africaines devraient, dans la mesure du possible, s'efforcer de le promouvoir en collaboration avec d'autres organismes régionaux ou dans le cadre de projets régionaux afin de regrouper les ressources et de résoudre les problèmes d'importance régionale et nationale de manière à pouvoir appliquer immédiatement les résultats de la recherche.

57. S'agissant de la question de l'ouverture de l'Université sur le monde extérieur, le Professeur Sawyerr a estimé qu'il y avait beaucoup de mérites à développer les services consultatifs extérieurs afin d'exposer le personnel universitaire aux problèmes de leurs sociétés, à renforcer le professionnalisme, à freiner la fuite des compétences et à produire des revenus qui permettraient

de réduire la dépendance des universités vis-à-vis du financement public. Il a, pour terminer, souligné que l'adoption de certaines de ces propositions permettrait de renforcer les efforts déployés par les gouvernements africains en vue d'assurer le redressement et le développement.

58. Le Président a ensuite invité le Recteur de l'Université de Dar es-Salaam, M. Kuhanga, à mener les débats. M. Kuhanga a déclaré que les recommandations contenues dans le document étaient fondées sur les trois fonctions de l'université, à savoir l'enseignement, la recherche et le service de la communauté. Sur la question de l'ouverture de l'Université sur le monde extérieur, il a déclaré qu'il y avait déjà en place dans la plupart des universités un système obligeant les étudiants, en particulier les étudiants en droit et ceux des facultés de commerce et de gestion à acquérir une certaine expérience sur le terrain pendant une période déterminée. Si ces programmes n'étaient pas très efficaces, cela pourrait s'expliquer par la manière dont ils fonctionnent ou par de graves contraintes financières. Les subventions gouvernementales étaient trop petites, ce qui réduisait forcément les bénéfices pouvant être tirés de tels programmes.

59. S'agissant de la nécessité de réexaminer l'utilité de la recherche et les problèmes de diffusion des résultats de recherche, il a dit que les niveaux de financement déterminaient l'efficacité de ces deux éléments. Les gouvernements financeraient la recherche socio-économique qui servirait immédiatement les objectifs de développement. Les bailleurs de fonds extérieurs finançaient la recherche répondant à leurs besoins. Malheureusement, la plus grande partie du financement de la recherche étant assurée par les bailleurs de fonds extérieurs, les chances de tenir compte du caractère fonctionnel de la recherche pour le développement étaient fortement réduites. Il a déclaré que les gouvernements devraient accroître considérablement leurs contributions à la recherche afin de s'assurer que celle-ci serait beaucoup plus adaptée aux besoins en matière de développement. Les programmes de recherche régionaux devraient également être encouragés et renforcés dans un souci de rentabilité. Les établissements devraient aussi considérer la recherche et les services consultatifs comme une source potentielle de revenus pour la relance et le développement des activités de recherche. Enfin, s'agissant des domaines prioritaires de recherche au service du développement et de la nécessité de restructurer les institutions, M. Kuhanga a estimé que certaines universités auraient du mal à modifier leur structure et leur organisation pour les rendre conformes aux besoins d'une recherche plus orientée vers les problèmes de développement. Il a noté toutefois que de nombreux universités avaient déjà mis en place des structures et des modes d'organisation à cet effet bien qu'il leur faudrait peut-être consacrer davantage de temps, d'efforts et de ressources aux programmes de recherche destinés à apporter une solution aux problèmes de développement social et économique. M. Kuhanga a prié instamment les universités africaines de mettre davantage l'accent sur la recherche relative aux zones semi-arides et arides ainsi qu'à la sécheresse et à la désertification.

60. Le Président a ouvert le débat sur les deux documents respectivement intitulés "Priorités en matière de développement de l'Afrique et rôle des institutions d'enseignement supérieur : Perspectives pour les cinq prochaines années" et "Changement des objectifs et stratégies de développement en vue de mettre en place des économies autonomes en Afrique : Réaction des universités".

61. Au cours des débats qui ont suivi, les participants se sont mis d'accord sur les rôles que devaient jouer les institutions dans la solution des problèmes de développement social et économique de la région. Ils ont également convenu des domaines vers lesquels devrait être orienté leur appui au redressement et au développement. Toutefois, ils ont mis l'accent sur les graves problèmes entravant leur aptitude à remplir leurs tâches notamment sur leur fonction actuelle d'enseignement, l'apprentissage, les recherches et des services consultatifs. Le plus important de ces problèmes était l'insuffisance de fonds. Un participant a qualifié la situation de la plupart des universités africaines de "déplorable" dans la mesure où elles ne disposent pas de bibliothèques et de laboratoires appropriés et que les conditions de travail qui s'y détériorent ne sont pas de nature à favoriser l'efficacité des universités. Bien que le gouvernement devrait s'efforcer d'accroître son assistance technique aux universités afin de s'acquitter de l'une de ses principales responsabilités vis-à-vis de la société, les participants ont convenu que dans de nombreux cas les gouvernements africains devaient faire face à tant d'engagements que même avec la meilleure volonté du monde ils n'étaient pas en mesure de fournir les ressources nécessaires permettant de faire fonctionner les établissements à leur capacité maximale.

62. Il a été suggéré que d'autres sources de financement devraient être recherchées et exploitées pour suppléer l'insuffisance du flux de ressources octroyées par le gouvernement. Le secteur privé pourrait être amené à contribuer au fonctionnement des établissements grâce peut-être à un système de taxe pour les universités. La communauté internationale et les autres bailleurs de fonds pourraient être invités à soutenir les projets de recherche orientés vers le développement.

63. Il a été convenu que la véritable question était de savoir ce que pouvaient faire les établissements pour produire les ressources dont ils avaient besoin pour fonctionner plus efficacement. Les participants ont recensé pour ce faire un certain nombre de potentiels dans de nombreux établissements, notamment la capacité dont sont dotés tous les établissements pour la prestation de services consultatifs. Rien que dans les plans de développement et budgets des gouvernements, il existait d'énormes possibilités de prestation de services consultatifs par les universités, ce qui leur permettrait d'accroître leurs revenus. Dans le secteur privé, il existe pour les universités des possibilités de déterminer les problèmes et besoins et d'offrir leurs services en matière de formation, de recherche et de services consultatifs contre rémunération. Il fallait que les établissements recherchent ces nombreuses possibilités pour accroître leurs revenus et produire leurs propres ressources financières pour effectuer leurs programmes de recherche et d'enseignement et compléter ainsi les maigres allocations financières octroyées par leurs gouvernements.

64. La volonté des établissements d'enseignement du troisième degré de s'ajuster aux besoins du développement était également entravée par l'absence, la faiblesse ou l'inflexibilité des mécanismes devant leur permettre de ce faire. Il a été observé que la plupart des établissements n'avaient, par exemple, pas de systèmes de formulation de programmes pour aider les utilisateurs potentiels de leur programme, ou de moyens de diffuser les propositions et conclusions de recherche aux utilisateurs potentiels des résultats de recherche. Il arrivait trop souvent que les gouvernements, le monde industriel et commercial ne sachent pas précisément

ce qui se passe dans les établissements d'enseignement supérieur. En outre, il a été noté que la structure et l'orientation actuelle des établissements les empêchaient d'innover et de s'adapter rapidement aux nouvelles situations. A titre d'exemple, les départements de science de la gestion n'avaient pas été à même de s'adapter facilement pour faire face aux demandes croissantes de services consultatifs dans les pays africains en élargissant leur rôle à l'intérieur de l'université pour l'aider à "commercialiser" ses compétences dans le domaine de la recherche, en déterminant les besoins en matière de services consultatifs et de recherche, en préparant des appels d'offre ou des soumissions, en négociant des contrats et autres. De même, les universités n'avaient pas réussi à se transformer en institutions orientées vers une mission donnée. Par conséquent, elles n'avaient pu agir comme initiatrices en matière de formulation des politiques et étaient restées des agents de changement passifs plutôt qu'actifs.

65. Les participants ont conclu qu'en dernière analyse, ce n'était pas aux gouvernements mais plutôt aux établissements de relever le défi. Compte tenu de tous ces problèmes, que pouvaient faire les établissements pour accroître leurs propres ressources en vue de financer la recherche consacrée au redressement et au développement, former le personnel nécessaire pour mener la transformation socio-économique et fournir des services consultatifs, techniques et de gestion à leurs gouvernements ? Il y avait déjà une crise de confiance entre les établissements et les gouvernements. Les universités devraient s'avancer et répondre à l'appel à l'aide des populations et des gouvernements africains. Elles devraient faire preuve d'innovation, de réaction positive et de clarté dans leur mission dans la société. Les obstacles à leur efficacité n'étaient pas financiers mais tenaient plutôt à leur manque de volonté ou à leur incapacité à réagir positivement aux changements intervenant dans leur environnement social, économique, politique et culturel. Pour redonner confiance en leurs aptitudes, les établissements africains d'enseignement supérieur devaient être plus attentifs aux besoins des populations et des gouvernements africains.

66. En somme, la Conférence a recommandé ce qui suit :

- i) Tous les gouvernements africains devraient certes s'efforcer d'accroître leurs allocations aux établissements d'enseignement supérieur mais il revenait à ceux-ci de faire preuve d'initiative pour mobiliser toutes les sources de financement possibles, y compris une meilleure utilisation de leurs propres ressources pour suppléer la maigre assistance financière que leur octroient les gouvernements.
- ii) La CEA devrait être priée d'étendre ses services consultatifs aux établissements d'enseignement supérieur, et de leur proposer d'autres moyens de mobiliser les fonds nécessaires pour financer leur participation aux efforts déployés dans les nombreux domaines de développement où l'on aurait besoin de leurs services.
- iii) La CEA devrait être priée de proposer des établissements dans lesquels des programmes post-universitaires pourraient être assurés et développés pour tous les établissements du continent.

- iv) Un mécanisme devrait être mis en place, peut-être dans le cadre de l'AUA, pour assurer la diffusion, au niveau régional, des informations sur les propositions de recherche, la recherche en cours et les conclusions de recherche afin de susciter l'appui ou l'intérêt du monde commercial et industriel pour les travaux des universités.

C. Troisième séance :

Thème : Avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et stratégies de développement à long terme du continent

67. Le représentant de la CEA a été invité à présenter le document intitulé "Avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et stratégies de développement à long terme du continent" (E/ECA/AAU/ED/86/2).

68. Le représentant de la CEA a déclaré que ce document portait sur un examen des problèmes et stratégies de développement à long terme du continent au-delà de 1986 et s'efforçait d'en définir les implications sur les politiques et stratégies des établissements d'enseignement supérieur. Le document s'inspirait énormément de celui intitulé "La CEA et le développement de l'Afrique, 1983-2008 : étude prospective préliminaire et se fondait sur l'hypothèse selon laquelle le Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique auraient, d'ici 1990, jeté les bases du développement à long terme qui étaient indispensables pour poursuivre les politiques et réformes institutionnelles susceptibles d'entraîner d'importants changements structurels et de créer en Afrique des économies autonomes et auto-entretenues plus dynamiques. Les principes du développement autonome et auto-entretenu tels que définis dans le Plan d'action de Lagos étaient notamment les suivants : utilisation des vastes ressources de l'Afrique pour satisfaire les besoins et les aspirations des populations, changement de la stratégie fondée sur la dépendance totale vis-à-vis des exportations ou de quelques matières premières et adoption d'un mode de croissance basée sur une combinaison des ressources naturelles, de l'esprit d'entreprise, des ressources humaines et de la restructuration du marché intérieur; mobilisation de toutes les ressources humaines du continent aux services du développement industriel et national et promotion de l'intégration économique africaine afin de créer un réseau continental de coopération économique au service du développement sur la base du principe d'autonomie collective.

69. Il a déclaré que l'objectif visé était de créer des économies dans lesquelles la croissance économique et le développement dépendraient davantage de l'utilisation des ressources intérieures et de la stimulation de la demande intérieure. Cela pourrait se faire par l'adoption d'une approche intégrée au développement, la substitution d'un plus grand nombre de facteurs d'origine extérieur par des facteurs d'origine intérieur, la détermination de la nature et des types de biens et services nécessaires pour satisfaire les besoins fondamentaux de la majorité de la population et par le renforcement de la coopération régionale et sous-régionale et la promotion de l'exploitation et de l'utilisation coordonnée des vastes ressources du continent pour le plus grand bien des populations africaines. Ces problèmes devaient être affrontés par toutes les couches de la société africaine, en particulier les établissements d'enseignement supérieur de manière à optimiser, soutenir et

promouvoir les objectifs de développement énoncés. Les établissements d'enseignement supérieur avaient un rôle central et catalyseur à jouer et il fallait procéder immédiatement aux changements susceptibles de permettre à l'enseignement supérieur de répondre aux défis à venir en matière de développement.

70. Le représentant de la CEA a ensuite examiné quelques uns des problèmes aussi bien dans le secteur social que dans le secteur de la production et en a analysé les incidences sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur. Il a déclaré que la rapidité de la croissance démographique aurait des incidences graves sur l'enseignement et l'emploi. Avec un taux de croissance de 3,2 p. 100, la population de l'Afrique passerait de 440 millions en 1980 à 1 milliard 77 millions en l'an 2008. Même à un taux de croissance plus faible de 2,9 p. 100, la population du continent aurait atteint 1 milliard en ce moment. La situation ne serait pas très différente même selon le scénario normatif. L'agriculture continuerait d'employer le plus grand nombre de personnes, limitant le taux de capacité auquel le secteur gouvernemental peut s'étendre. Il faudrait explorer les possibilités de production et d'emploi en dehors du secteur gouvernemental et encourager par conséquent les entrepreneurs qui, en créant des emplois pour eux-mêmes, fourniraient des possibilités d'emploi pour d'autres.

71. Il a déclaré que les incidences sur le rôle des universités étaient évidentes : il faudrait mettre l'accent sur le secteur agricole, la création de capacités d'entreprise et l'accroissement du développement technologique. Dans l'agriculture, la priorité serait d'atteindre l'autonomie alimentaire d'ici l'an 2008 en élargissant la base de production, en améliorant et en développant les systèmes d'irrigation et en augmentant les rendements. De vastes programmes seraient également nécessaires pour stimuler l'industrialisation, renforcer les services et autres. Les établissements d'enseignement supérieur auraient à participer à la direction et à l'administration orientées vers le développement, produire les techniciens, cadres et gestionnaires de haut niveau nécessaires pour orienter les efforts de développement, soutenir les efforts en vue d'atteindre les objectifs grâce à la recherche et aux innovations et intégrer l'enseignement à la recherche et à la vulgarisation.

72. Le Recteur de l'Université de Kinshasa (Zaïre), le professeur Bingoto Mandoko na Mpeya, a ensuite présenté un document intitulé "Les problèmes de la recherche - développement universitaire au Zaïre". Il a évoqué les origines des universités en Afrique, les problèmes particuliers liés à ces origines et la nécessité pour les universités de se libérer du passé et de se transformer en véritables agents de développement. Les universités africaines devraient être des centres d'excellence au service du développement du continent qui devaient accorder autant d'importance à l'utilité sociale qu'à la recherche théorique. Il a dit que l'Université de Kinshasa s'était attelée à cette question et avait convenu d'orienter la recherche de manière à produire des résultats qui puissent être immédiatement utiles au développement et de fournir de plus en plus de services à la communauté.

73. Pour accroître l'efficacité de l'Université dans le domaine de la recherche, un centre de recherche sur le développement avait été créé. Un certain nombre de projets de recherche avaient été demandés par le Gouvernement, le secteur industriel et les sociétés semi-publiques. Un important travail de recherche

avait été entrepris dans les domaines de la médecine, de la pharmacologie, des études nucléaires, du développement rural intégré et autres. Il a, pour terminer, affirmé qu'ainsi, l'Université de Kinshasa s'efforçait de développer la recherche appliquée au service du développement national.

74. Le Président de l'Université d'Addis-Abeba, le Professeur Abiye Kifle, a ensuite été invité à faire des observations sur les documents présentés. Il a déclaré que les exigences en matière d'orientation des politiques et de choix prioritaires en matière de politiques au-delà de 1990 avaient deux principales incidences : la création d'une société consciente des besoins en matière de développement et de nouveaux types d'institution au service du développement. Le niveau de conscience de la population pour les questions de développement devrait être élevé de manière à mobiliser leurs énergies et leur créativité et à produire des changements structurels. Les universités en Afrique pouvaient aider à atteindre cet objectif.

75. En outre, les besoins pour l'avenir exigeaient l'élaboration d'un calendrier de recherche et l'établissement du profil des futurs diplômés des universités afin d'intégrer plus clairement les domaines prioritaires à la formation au travail et à la recherche au service du développement. Il a déclaré que les besoins du personnel à l'avenir exigeraient la création d'un plus grand nombre d'établissements et la mise en place de nombreux programmes nouveaux. La nécessité d'indigéniser le personnel et les programmes dans le cadre des efforts d'autonomie constituait un autre besoin important pour l'avenir. Le professeur Abiye a, pour terminer, souligné la nécessité d'accorder une plus grande attention aux langues nationales en tant que véhicules d'instruction et d'apprentissage dans tous les établissements et véhicules de communication dans les administrations nationales.

76. Prenant ensuite la parole l'un des participants au débat, le Professeur Bakary Touré, Recteur de l'Université de Côte d'Ivoire a convenu que les universités pouvaient contribuer efficacement au développement si leurs programmes, en particulier ceux de recherche étaient intégrés à la totalité des efforts nationaux et régionaux de développement dans tous les secteurs clés, à savoir l'agriculture, l'énergie, l'industrie et autres. Il a également convenu que les universités devraient s'adapter aux nouveaux besoins en matière de développement. A cet égard, la recherche appliquée devrait être soulignée pour satisfaire les besoins actuels en matière de développement. Il a déclaré que la recherche fondamentale était importante pour les besoins à long terme du continent.

77. La nécessité d'intensifier les programmes de formation des agents de changement était également importante pour la recherche. Cela nécessiterait l'adaptation des programmes aux besoins. Dans leurs activités d'enseignement et de formation, les universités devraient être plus conscientes de la nécessité de former des personnes capables de devenir leurs propres employeurs ce qui permettrait de freiner la croissance du chômage des diplômés dans les économies africaines.

78. S'agissant des programmes d'ouverture des universités sur le monde extérieur, le professeur Touré a déclaré que les activités de recherche et de vulgarisation pour aider les communautés désavantagées devraient constituer un nouveau domaine de priorité. Il a ajouté que les types d'activités de recherche décrites par le Professeur Bingoto étaient bien dans l'esprit des recommandations du Programme

d'action de Mbabane et étaient conformes aux nouveaux rôles définis pour les universités.

79. Pour terminer, le professeur Touré a dit qu'il faudrait créer un système efficace de réseaux pour renforcer et approfondir la recherche dans les domaines prioritaires du développement tels que l'énergie, l'industrie, l'agriculture et autres. La CEA et l'AUA devraient aider à mettre en place les réseaux nécessaires.

80. Au cours des débats qui ont suivi, les participants ont posé des questions relatives à la diffusion de l'information, aux relations entre l'université, la communauté et le gouvernement et à la coopération entre les établissements. Ils ont convenu que les universités n'avaient pas très bien réussi à faire savoir à leurs gouvernements et à leurs communautés ce qu'elles faisaient ou ce qu'elles étaient capables de faire. Mais une erreur beaucoup plus grave était l'incapacité de présenter une bonne image d'elles-mêmes non seulement aux gouvernements et aux populations mais également à la communauté internationale. Par ailleurs, il y avait une divergence croissante de vues entre les universités d'une part et leurs gouvernements et sociétés d'autre part. Si au niveau national cette divergence ne ferait que rendre tendues les relations entre les universités et leurs communautés et gouvernements, elle entraînerait, au niveau international, une perte de confiance dans les universités en tant qu'agents sérieux d'enseignement, de recherche et de services à la communauté. Cette perte de confiance s'avérerait désastreuse dans la mesure où elle affecterait certainement le flux de ressources d'appui aux programmes et pourrait même entraîner une crise de reconnaissance.

81. Les participants ont longuement discuté de la nécessité de construire des ponts entre les universités et les gouvernements et communautés ainsi que de la nécessité de créer des mécanismes de dialogue continue avec le gouvernement afin de promouvoir une participation plus active des établissements d'enseignement supérieur à l'exécution des programmes de développement. Ils ont également souligné l'importance de développer davantage leurs programmes d'ouverture sur le monde extérieur pour accroître leurs services à leur communauté. Ils ont convenu qu'ils devaient renforcer la coopération entre elles pour l'élaboration de leurs programmes de recherche et d'enseignement.

82. La Conférence a fait les recommandations suivantes :

- i) En dehors de ce qui pourrait être fait pour diffuser l'information sur les activités de recherche et de services consultatifs entreprises par les universités au niveau national, l'AUA devrait servir de centre de collecte de toutes ces informations en vue de les diffuser largement dans tous les pays africains.
- ii) Des programmes de formation continue devraient être développés à l'intention de la population active; des programmes de formation sur mesure devraient être encouragés de manière à se pencher à temps sur les domaines posant des problèmes particuliers. Des cours de recyclage devraient être élaborés pour améliorer les compétences de la population active et lui permettre de faire face aux changements intervenant sur les lieux de travail.

- iii) En renforçant les domaines de coopération, les établissements devraient encourager les programmes d'échange de personnel non seulement entre les établissements mais aussi entre les établissements et les ministères, les sociétés semi-publiques et les entreprises privées.
- iv) Un programme spécial de séminaires devrait être institué par les universités pour créer une atmosphère propice à une réflexion approfondie et promouvoir l'échange d'idées entre les décideurs au niveau national.

D. Quatrième séance

Thème : La science et la technique dans la solution des problèmes de développement à long terme de l'Afrique

83. Le Recteur par intérim de l'Université du Swaziland, le professeur Lydia Makhuba a présenté un document intitulé "La science et la technique dans la solution des problèmes de développement à long terme de l'Afrique".

84. En présentant ce document, l'auteur a prié instamment les universités africaines de rechercher les moyens d'aider le continent africain à formuler de nouvelles méthodes de développement et d'application de la science et de la technique. Elle a dans son document indiqué que si les pays africains s'employaient à définir le bon usage de la science et de la technique, les pays industrialisés continueraient d'avancer si rapidement qu'on pouvait dire qu'ils vivaient déjà d'une autre "révolution industrielle".

85. Les universités africaines étaient priées instamment d'examiner le potentiel de la science et de la technique et d'informer les gouvernements et le public en général de leurs possibilités. Afin d'utiliser efficacement la science et la technique en Afrique, plusieurs propositions ont été faites dans le document. Les universités devraient encourager la prestation de services consultatifs au sein de leurs facultés de science et technique et autres en tant que moyen de développer les capacités nationales en matière de services consultatifs qui pourraient être reconnues en temps voulu. Les gouvernements devraient octroyer à leurs universités des budgets de recherche généreux afin d'encourager le type de recherche nécessaire à la solution des problèmes de développement. Les universités devraient encourager les fonctionnaires à entreprendre, en dehors des programmes académiques, des activités telles que des campagnes de formation scientifique et inscrire ces activités parmi les critères de promotion du personnel académique. Elles devraient mettre en place des systèmes pratiques et efficaces d'information dans les domaines de la science et de la technique et promouvoir la communication qui est importante pour l'utilisation de la science et de la technique.

86. Un représentant de la CEA a été invité à présenter un document intitulé "Rôle des universités africaines dans l'exécution du projet PADIS en Afrique" (document E/ECA/AAU/86/4).

87. Le représentant de la CEA a dit que le PADIS qui était un système et un réseau d'information régionale avait été créé à la demande des Etats membres africains. Sa principale fonction était de faciliter l'échange et l'utilisation d'informations tant au niveau national que régional. La CEA a commencé à exécuter le projet

en janvier 1980 au moyen de ses propres ressources et de celles mises à sa disposition par le PNUD, le CRDI et la Banque africaine de développement. Le PADIS avait mis en place un bureau central de coordination au sein du secrétariat de la CEA et avait pu élaborer des outils et normes de manipulation de l'information qui étaient appliqués au niveau national. Il a dit que des tentatives seraient faites dans un avenir proche pour créer un réseau utilisant les techniques modernes de transmission des données pour établir des liaisons avec des systèmes et réseaux d'information aussi bien en Afrique qu'ailleurs.

88. Il a déclaré que le PADIS pouvait aider les pays africains dans les domaines suivants : normalisation et harmonisation des activités relatives aux systèmes d'information en Afrique, transfert de techniques aux Etats membres, en particulier les techniques d'information et formation dans le domaine de l'information. Il a dit que dans la stratégie du PADIS, une grande importance était accordée à la promotion du partage des ressources d'information à tous les niveaux et en particulier le partage du personnel de haut niveau et des équipements qui ne seraient pas disponibles ou dont l'acquisition serait trop coûteux ou pas rentable pour les nouveaux centres.

89. Au niveau national, cinq centres installés en Algérie, au Bénin, au Botswana, au Maroc et au Togo faisaient déjà office de centres nationaux d'information et de documentation grâce à l'assistance apportée par le PADIS dans le domaine des services consultatifs et de la formation. Des informations avaient été reçues de centres participants au Botswana, en Guinée, au Maroc et au Niger. Plusieurs pays africains avaient bénéficié de cours de formation spécialement conçus aux techniques d'information et de documentation assistées par ordinateur et des voyages d'étude avaient été arrangés pour des ressortissants de ce pays.

90. La diffusion de l'information par le biais de la publication d'index et de bibliographies nationales dont quinze numéros étaient déjà parus avait été une entreprise réussie. Des bases de données bibliographiques auxquelles on pouvait accéder directement par ordinateur et contenant 40 000 références sur la planification, l'industrie et autres domaines étaient utilisées pour les programmes de sensibilisation et les services de diffusion sélective de l'information aux usagers africains. La banque de données statistiques auxquelles on pouvait accéder par ordinateur (PADIS-STAT) contenait 160 000 séries chronologiques statistiques et mettait à la disposition des usagers des données sur les statistiques de production, du commerce, de la comptabilité nationale, des prix et des statistiques sociales.

91. Dans l'exécution du projet PADIS en Afrique, les domaines de coopération suivants entre le PADIS et les universités africaines étaient souhaitables : prise en considération des méthodes du PADIS dans les programmes d'enseignement des écoles de formation au métier de bibliothécaire et aux techniques d'information en Afrique; mise à la disposition du PADIS et par conséquent des Etats membres des informations sur le développement disponibles dans les universités, en particulier les thèses et mémoires sur les sujets entrant dans le champ d'application du PADIS-DEV.

92. Au cours des débats qui ont suivi, des participants ont fait remarquer que le document constituait un bon survol de la question de la mise en valeur et de l'utilisation de la science et de la technique en Afrique et qu'il contenait des propositions concrètes dans ce domaine. Ils ont également fait remarquer que s'il était vrai que la plupart des gouvernements appréciaient le rôle que la science et la technique pouvaient jouer dans le développement, la plupart d'entre eux n'avaient toujours pas mis en place les mécanismes nécessaires pour en assurer l'application efficace dans le sens des objectifs de développement.

93. Il a, en outre, été indiqué que le document avait révélé de nouveaux défis pour les universités africaines qui pouvaient désormais vérifier si elles se tenaient ou non au courant des faits nouveaux intervenus dans des domaines tels que la biotechnologie. En indiquant ce que les universités en Afrique pouvaient faire dans les domaines de la science et de la technique, les participants ont rappelé que la recherche devrait être appropriée et orientée vers les domaines clés. Les domaines traditionnels de science et technique devraient être pris en considération dans le cadre de l'exécution des activités de science et technique et des campagnes de sensibilisation aux questions scientifiques devraient être organisées pour aider les systèmes traditionnels à moderniser leurs technologies. Il a également été souligné que les universités africaines devraient renforcer leurs activités de services consultatifs dans le domaine de la science et de la technique et définir leur rôle dans la promotion de la science et de la technique au service du développement.

94. Les participants ont souligné la nécessité pour les étudiants d'être plus conscients du monde contemporain de la science et de la technique. Des cours devraient être élaborés pour sensibiliser les étudiants aux faits nouveaux intervenant dans le domaine de la science et de la technique. L'utilisation de l'ordinateur devrait être introduite dans les cours à l'intention des étudiants des quatre premières années de l'enseignement supérieur. En vue d'infuser un élément pratique de l'enseignement de la science et de la technique, les programmes de stage industriel à l'intention des étudiants devraient être renforcés et suivis plus étroitement par les enseignants. Cela permettrait d'améliorer l'interaction pratique entre l'enseignant, l'étudiant et l'ingénieur ou le scientifique.

95. Si le nombre des recherches effectuées était élevé, l'accès aux conclusions de ces recherches était difficile. A cet égard, les efforts déployés par le PADIS et la CEA pour rassembler les thèses et mémoires des universités africaines, les reproduire et les mettre à la disposition des établissements africains d'enseignement supérieur étaient louables et devraient être soutenus par les universités africaines.

96. Compte tenu de l'importance que les chefs d'Etat et de gouvernement africains attachent au développement de la science et de la technique, l'initiative avait été prise d'organiser une conférence sur la science et la technique à Brazzaville (Congo). Il a été suggéré que cette conférence soit saisie des questions soulevées par les recteurs. A cet égard, les universités africaines étaient priées instamment de prendre les mesures nécessaires pour participer à cette prochaine conférence de Brazzaville.

97. Les difficultés liées à l'échange d'informations ont été évoquées. Certaines universités n'avaient même pas la capacité de rassembler, d'analyser et de diffuser les informations auprès des autres universités. Les universités africaines devraient par conséquent lancer des programmes visant à renforcer la gestion de l'information, y compris les systèmes informatisés parce que seule une amélioration des capacités de gestion de l'information et l'usage des ordinateurs pourraient éviter à l'Afrique d'accuser du retard dans la collecte et l'analyse des informations nécessaires aux activités de développement.

98. Le Président a ensuite invité les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco), du Programme de recherche des universités de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, de l'Association internationale des universités, de l'Association des universités d'Etat américaines et de la Banque mondiale à prononcer des allocutions. Dans leurs différentes allocutions, ils ont tous indiqué qu'ils étaient disposés à renforcer leur coopération avec l'AUA et les établissements africains dans les domaines tels que la collecte et la diffusion de l'information, l'élaboration et l'échange des programmes, la recherche et autres.

99. Le représentant de l'Unesco a passé en revue les multiples façons dont l'Unesco avait, au fil des ans, aidé les établissements africains d'enseignement supérieur à se développer. Il a réitéré l'attachement continu de l'Unesco au renforcement de l'enseignement supérieur en Afrique et a déclaré que son Organisation s'engageait à soutenir le renforcement des moyens de recherche et d'enseignement des établissements africains d'enseignement supérieur.

100. Le représentant du Programme de recherche des universités de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe a présenté le programme et en a expliqué les fonctions, objectifs et activités, indiquant qu'il était composé des universités de 14 pays de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe. Il a fait un résumé des principales activités de recherche du programme et mentionné un certain nombre de publications qui avaient été produites au fil des ans. Il a invité tous les établissements africains d'enseignement supérieur à coopérer davantage avec le Programme en vue de renforcer les programmes de recherche et de formation du personnel en Afrique.

101. Le représentant de l'Association internationale des universités a ensuite prononcé une allocution dans laquelle il a rappelé que son Association était toujours disposée à collaborer avec l'AUA ainsi qu'avec l'AUA/CEA dans le cadre de la Conférence commune. Il a invité les établissements africains et les établissements du Nord à entretenir des liens de coopération plus étroits par l'intermédiaire de l'Association internationale des universités pour assurer l'élaboration et l'échange de programme d'enseignement et de recherche et a, en particulier, souligné la nécessité de renforcer le flux de cette information du Sud vers le Nord. Il a indiqué que l'Association internationale des universités était disposée à coopérer avec le PADIS dans ce domaine.

102. Prenant ensuite la parole, le représentant de l'Association des universités d'Etat américaines a souhaité les meilleurs vœux de son Association à la Conférence, puis il a brièvement évoqué les origines de son Association et mentionné les domaines dans lesquels la coopération entre son Association et l'AUA pourraient être renforcés.

103. Enfin le représentant de la Banque mondiale a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné que les nouvelles priorités de la Banque en matière de politique de prêt pour le secteur de l'éducation n'auraient pas d'incidence négative sur l'assistance des établissements d'enseignement supérieur. Il a déclaré que l'enseignement du troisième degré avait, par le passé, bénéficié d'un rang de priorité élevé dans les politiques de prêt de la Banque et assuré les participants à la Conférence qu'il continuerait d'en être ainsi. A propos du document de la Banque mondiale sur les politiques d'éducation pour les pays africains au Sud du Sahara, il a demandé que tous ceux qui en voulaient copie en fassent part à la Banque. Il a également indiqué qu'il était disposé à recevoir des observations sur le document en question.

E. Cinquième séance

i) Date et lieu de la quatrième conférence

104. La Conférence a décidé qu'elle organiserait sa quatrième session au Caire (Egypte) du 23 au 26 janvier 1989. Cette Conférence serait suivie de la Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur et par l'Assemblée générale de l'AUA du 27 au 29 janvier 1989.

ii) Adoption de la Déclaration d'Harare

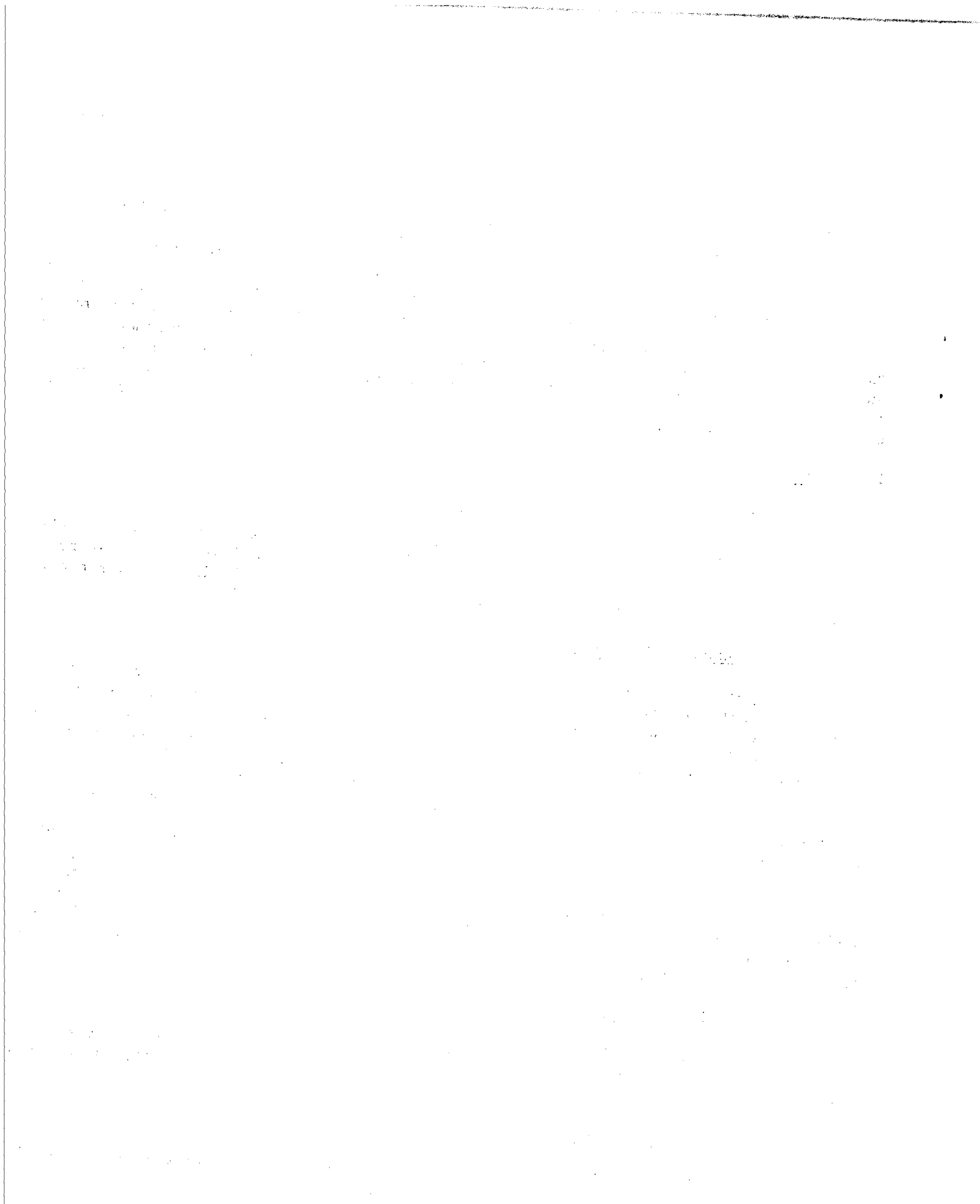
105. Le rapporteur a présenté un document intitulé "Déclaration d'Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique." Il a indiqué que la Déclaration d'Harare était la réaction des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur aux efforts déployés par les pays africains pour jeter les bases du redressement économique et du développement du continent. Il a ensuite informé les participants que la Déclaration d'Harare serait transmise par une résolution aux gouvernements africains par l'intermédiaire de la Conférence des ministres de la CEA lors de sa prochaine réunion. Elle serait également présentée à la prochaine conférence d'Abuja sur le redressement économique et le développement accéléré de l'Afrique et à la Conférence internationale de Libreville sur la dimension humaine du redressement économique et du développement de l'Afrique. Après avoir examiné la Déclaration d'Harare et la résolution VC/1/87, la Conférence les a adoptées à l'unanimité. (Les textes de la Déclaration d'Harare et de la résolution sont joints en annexes au présent rapport)

iii) Adoption du rapport

106. La quatrième conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur a examiné son rapport et l'a adopté à l'unanimité.

iv) Clôture de la réunion

107. Le Président a remercié les participants pour leurs contributions au succès de la Conférence et a prononcé la clôture de la réunion.



Annexe I

**DECLARATION D'HARARE
SUR LE ROLE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE
ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE**

Adoptée par

Les recteurs, présidents et directeurs
des établissements africains d'enseignement supérieur
lors de la troisième Conférence CEA/AUA
tenue à Harare (Zimbabwe)
du 19 au 21 février 1987

Nous, recteurs, et présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur, lors de notre troisième Conférence organisée conjointement par la Commission économique pour l'Afrique (CEA) et l'Association des universités africaines (AUA) à Harare (Zimbabwe) du 19 au 21 janvier 1987, avons réexaminé les conditions socio-économiques qui prévalent sur le continent et avons pris acte du fait que la situation de crise provoquée par la sécheresse et la famine généralisées au cours des années 1983-1985 s'atténuant, tous les efforts doivent à présent être orientés vers le redressement économique, la reconstruction et le développement.

Nous félicitons nos chefs d'Etat et de gouvernement pour la recherche continue de solutions praticables et durables aux problèmes de développement que ce continent a rencontrés au cours de ces dernières années, recherche qui a abouti à l'adoption en juillet 1985 du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique, 1986-1990 dans lequel ils ont énoncé les mesures à prendre en vue de préparer le terrain et d'assurer la réalisation des objectifs d'autonomie et d'autosuffisance contenus dans le Plan d'action de Lagos.

Nous prenons acte avec satisfaction du fait que nos chefs d'Etat et de gouvernement avaient demandé la convocation d'une session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies pour étudier les problèmes économiques de l'Afrique et solliciter l'appui de la communauté internationale dans la mise en oeuvre du programme de redressement de l'Afrique. Nous constatons en outre que lors de la session extraordinaire tenue aux mois de mai et juin 1986, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et la CEA ont présenté conjointement les propositions de l'Afrique à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur la crise socio-économique de l'Afrique.

Nous sommes particulièrement reconnaissants du fait que, sur la base de ces propositions, la communauté internationale ait répondu favorablement à cet appel à l'aide en acceptant de s'associer aux gouvernements africains et de leur accorder un soutien de principe et un appui financier pour la mise en oeuvre du programme de redressement tel qu'énoncé dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique, 1986-1990.

Nous sommes aussi reconnaissants que nos chefs d'Etat et de gouvernement aient décidé de convoquer un congrès d'hommes de sciences africains à Brazzaville (République populaire du Congo) en juin 1987.

Nous sommes tous d'avis que les mesures qui ont été adoptées permettront de redresser et de relancer les économies des pays africains et entraîneront une transformation structurelle qui, à la longue, permettra à l'Afrique d'assurer une croissance et un développement autonomes et auto-entretenus, pourvu toutefois que la communauté internationale honore les engagements qu'elle a pris dans le cadre du Programme d'action des Nations Unies et que les gouvernements africains poursuivent vigoureusement et sans relâche la mise en oeuvre du Programme prioritaire.

Nous rappelons que, lors de notre deuxième Conférence qui s'est tenue à Mbabane (Swaziland) en février 1985 nous avons examiné les causes, la nature et les effets de la crise sociale et économique que traverse l'Afrique et avons défini la contribution que nous pouvons apporter aux efforts déployés par nos gouvernements pour juguler la crise comme nous l'avions fait à Addis-Abeba en 1982, lors de notre première Conférence au cours de laquelle nous avons défini notre rôle dans la réalisation des objectifs du Plan d'action de Lagos et de l'Acte final de Lagos.

Nous sommes conscients que, tout en poursuivant les engagements que nous avons pris au cours de nos première et deuxième conférences afin d'apporter notre contribution dans les domaines prioritaires de cette époque là, nous devons à présent nous engager à faire tout ce qui est en notre pouvoir pour faciliter la mise en oeuvre des objectifs de redressement et de développement des économies africaines tels qu'ils ont été définis dans le Programme prioritaire, les propositions présentées par l'Afrique et le Plan d'action des Nations Unies.

Nous avons en conséquence décidé de publier la présente Déclaration d'Harare pour soutenir les mesures prescrites par nos chefs d'Etat et de gouvernement et appuyées par la communauté internationale et aussi d'exprimer notre engagement à jouer pleinement notre rôle dans la mise en oeuvre de ces mesures de redressement économique et de développement.

Par conséquent, nous, ainsi que nos institutions, nous nous engageons à entreprendre ce qui suit :

A. Sur le plan national

1. Instituer des programmes spéciaux d'éducation et de formation pour satisfaire les besoins prioritaires en matière de redressement de nos économies tels qu'énoncés dans le Programme prioritaire et le Programme d'action des Nations Unies.
2. Populariser les programmes de redressement économique par le biais de l'organisation de conférences, séminaires et ateliers à l'intention des étudiants, des fonctionnaires et des hommes d'affaires et les sensibiliser à la gravité des problèmes de l'Afrique pour que leurs attitudes soient transformées en faveur du redressement et du développement de l'Afrique.
3. Accorder plus d'attention à l'éducation, la formation, la recherche et les services consultatifs dans le domaine de la gestion économique en général et de la dette extérieure en particulier.

4. Elaborer, en vue de soutenir le Programme prioritaire, des programmes de recherche spécialement conçus pour répondre aux besoins dans les domaines prioritaires définis par nos gouvernements, à savoir l'alimentation et l'agriculture, la lutte contre la sécheresse et la désertification ainsi que d'autres secteurs qui soutiennent la culture (agro-industries, transports et communications, commerce et finances, stockage et distribution), l'élaboration et l'adaptation des techniques et la mise en valeur des ressources humaines.
5. Essayer de réduire notre dépendance totale vis-à-vis des gouvernements pour le financement de nos activités en renforçant nos capacités de produire des ressources à partir de nos services et activités de production.
6. Mettre volontiers à la disposition des gouvernements et des organisations régionales et internationales notre savoir-faire et nos capacités par le biais de services consultatifs et de la recherche sur la formulation, l'évaluation et l'exécution de projets, de l'évaluation des politiques de développement économique, notamment leurs aspects fiscaux et monétaires, de l'amélioration du rendement du secteur public et des sociétés semi-publiques et autres.
7. Inciter notre personnel et nos étudiants à travailler plus intensivement avec les communautés - dans lesquelles nous vivons et qui constituent notre environnement - et à apprendre auprès d'elles afin d'apporter un appui plus efficace à la solution de leurs problèmes de pauvreté et de sous-développement.
8. Informer régulièrement les gouvernements et la population de nos activités de nos projets et de nos programmes afin de promouvoir une meilleure compréhension du rôle des universités dans le redressement économique et le développement de nos pays et de mobiliser leur appui à cet effet.

B. Au niveau sous-régional

1. Harmoniser nos méthodes en vue de rechercher des solutions aux problèmes qui freinent notre développement collectif en tant que sous-région, surtout ceux des pays situés dans les zones arides et semi-arides du continent, ceux des pays sans littoral, des pays insulaires et les pays les moins développés, et ceux des pays voisins de la République raciste d'Afrique du Sud.
2. Etablir un mécanisme permettant d'élaborer des stratégies pour la formulation de programmes de recherche et de formation communes, et exploiter en commun nos infrastructures de recherche.

C. Au niveau continental

1. Intensifier l'exécution du Programme d'action de Mbabane adopté en 1985 pour appuyer les mesures susceptibles d'atténuer les effets de la crise sociale et économique en Afrique.

2. Accélérer le processus de révision des programmes des priorités en matière de recherche et des méthodes d'enseignement de nos institutions afin de les harmoniser avec les besoins actuels en matière de redressement et de développement.
3. Nous efforcer de réduire notre dépendance vis-à-vis des forces et des facteurs extérieurs pour la fourniture de la plus grande partie de notre équipement et matériel d'enseignement et de recherche en commençant à produire quelques-uns de ces éléments par nous-mêmes et grâce à nos propres ressources.
4. Rationaliser nos programmes et harmoniser nos efforts en renforçant l'ensemble des institutions de recherche et d'enseignement existantes et en en créant de nouvelles afin de rentabiliser au maximum nos investissements financiers dans l'intérêt mutuel de nos institutions.
5. Intensifier nos efforts en vue de développer plus rapidement, par le biais de la coopération, nos programmes de troisième cycle pour répondre au besoin accru de personnel de haut niveau dans le domaine du développement et réduire notre dépendance coûteuse vis-à-vis des pays du Nord.
6. Renforcer notre coopération au sein du continent et avec d'autres régions du tiers monde dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et de la production de manuels d'enseignement.
7. Considérant l'importance que le PADIS et les universités attachent à l'utilisation de l'information dans le processus de développement en Afrique, les efforts déployés par la CEA pour aider les Etats membres à organiser leurs services d'information et la production des universités africaines qui constitue une immense source d'information, les institutions s'engagent à mettre à la disposition du PADIS toutes les informations, thèses et mémoires qui ont été jusqu'ici produits sur les problèmes de développement et à mettre en place des mécanismes de coopération pour assurer, en collaboration avec le PADIS, la formation du personnel chargé de l'information et de la documentation dans nos universités.

D. Appui des gouvernements

1. Nous sommes conscients des énormes difficultés financières que rencontrent nos pays en raison de la crise actuelle. Cependant, eu égard au rôle crucial que jouent les institutions supérieures dans la formation du personnel de haut niveau, les activités de recherche et la mobilisation des connaissances spécialisées qui sont indispensables à la croissance et au développement et eu égard également à l'insuffisance de l'appui dont elles bénéficient, nous lançons un appel à nos gouvernements pour qu'ils accordent une plus grande allocation budgétaire à l'enseignement supérieur afin de nous permettre d'apporter une contribution plus efficace au développement socio-économique.

E. Appui de la communauté internationale

1. Nous avons pris acte de la compréhension avec laquelle la communauté internationale a perçu les priorités de développement de l'Afrique telles

qu'elles sont énoncées dans le Programme d'action des Nations Unies. Nous avons également pris acte de l'accent mis sur la mise en valeur des ressources humaines de ce continent comme étant l'une de ces priorités.

2. Par conséquent, nous lançons un appel à la communauté internationale ainsi qu'aux institutions internationales afin qu'elles nous aident à nous acquitter de nos responsabilités et à soutenir les efforts de redressement économique et de développement de l'Afrique en accordant un soutien adéquat et accru à cette cause et en adoptant des mesures susceptibles de renforcer, de rehausser et d'accélérer le développement futur des établissements d'enseignement supérieur en Afrique, au lieu de les freiner, et nous demandons à la CEA d'aider les établissements d'enseignement supérieur en Afrique à mobiliser cet appui auprès de la communauté internationale.

F. Conclusion

Nous avons fait ces propositions et avons pris ces engagements parce que nous sommes plus que jamais conscients du fait que les établissements d'enseignement supérieur en Afrique traversent en ce moment une crise d'image et de confiance. Par conséquent, nous sommes déterminés à intensifier nos efforts afin de nous identifier avec les aspirations de nos sociétés et à apporter notre contribution à la solution de leurs problèmes.

Faite à l'Université du Zimbabwe, Harare, le 21 janvier 1987.

Annexe II

RESOLUTION VC/1/87

ROLE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR DANS LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE ET LE DEVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE

La troisième Conférence CEA/AUA des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur

Rappelant sa résolution VC/1/85 adoptée à sa deuxième Conférence tenue en février 1985 à Mbabane (Royaume du Swaziland) et intitulée "la réaction des établissements d'enseignement supérieur en Afrique à la rapide détérioration des conditions économiques et sociales en Afrique,

Consciente que la situation de crise s'atténuant, tous les efforts doivent à présent être orientés vers le redressement économique et le développement,

Reconnaissant les mesures prioritaires énoncées par nos chefs d'Etat et de gouvernement pour accélérer le redressement économique et jeter les bases d'une croissance et d'un développement autonomes et auto-entretenus,

Convaincue de l'importance, pour la survie et le développement de l'Afrique, de l'exécution intégrale du Programme prioritaire de redressement économique de l'Afrique qui a été adopté par la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'OUA lors de sa vingt et unième session ordinaire en juillet 1985 et du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa treizième session extraordinaire en juillet 1986,

Consciente que tous les agents de développement doivent être pleinement mobilisés pour la mise en oeuvre des mesures proposées dans ces documents pour assurer le redressement économique et le développement de l'Afrique,

Convaincue en outre que les établissements africains d'enseignement supérieur ont une contribution importante à apporter aux efforts de redressement économique et de développement,

1. Félicite les chefs d'Etat et de gouvernement africains pour les mesures audacieuses et réalistes qu'ils ont convenu de prendre en vue de redresser et de relancer les économies des pays africains et de jeter les bases du redressement économique et du développement de l'Afrique telles qu'énoncées dans le Programme prioritaire de redressement économique et le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement de l'Afrique;

2. Fécilite en outre la communauté internationale d'avoir accepté de s'associer aux gouvernements africains et de soutenir les efforts de l'Afrique tels qu'énoncés dans le Programme d'action des Nations Unies pour le redressement économique et le développement de l'Afrique;

3. S'engage à mettre à la disposition des gouvernements africains les moyens des établissements africains d'enseignement supérieur en matière d'enseignement, de recherche et de services consultatifs pour accélérer l'exécution du Programme prioritaire et du Programme d'action des Nations Unies conformément à la Déclaration d'Harare sur le rôle des établissements africains d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique;

4. Prie le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique de transmettre la Déclaration d'Harare à la Conférence des ministres de la CEA ainsi qu'à la Conférence d'Abuja sur le redressement économique et le développement accéléré de l'Afrique et à la Conférence internationale de Libreville sur les dimensions humaines du redressement économique et du développement de l'Afrique;

5. Prie en outre le Secrétaire exécutif de la CEA d'aider à mobiliser auprès de la communauté internationale les ressources qui permettront aux établissements africains d'enseignement supérieur de s'acquitter efficacement de leur responsabilité en matière d'appui au redressement économique et au développement de l'Afrique.



NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

51644
Distr. : GENERALE

E/ECA/CM.13/48/Summary
23 mars 1987

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Huitième réunion du Comité technique
préparatoire plénier

Addis-Abeba (Ethiopie)
13 - 20 avril 1987

Point 14 de l'ordre du jour provisoire*

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Vingt-deuxième session de la Commission/
treizième réunion de la Conférence
des ministres

Addis-Abeba (Ethiopie)
23 - 27 avril 1987

Point 6 de l'ordre du jour provisoire**

**RAPPORT DE LA TROISIEME CONFERENCE CONJOINTE CEA/AUA
DES VICE-RECTEURS, PRESIDENTS ET DIRECTEURS DES
ETABLISSEMENTS AFRICAINS D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR**

Résumé

* E/ECA/TPCW.8/1.
** E/ECA/CM.13/1.

INTRODUCTION

1. La troisième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur s'est tenue du 19 au 21 janvier 1987 à Harare (Zimbabwe). Les participants à cette conférence n'ont pas débattu uniquement de son thème, "L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et les problèmes du développement à long terme de l'Afrique, 1988-2000", mais également des nouvelles mesures prioritaires pour le redressement et le développement, en vue de définir le rôle que peuvent jouer ces établissements pour faciliter l'exécution de ces mesures dans les court et moyen termes - les cinq prochaines années - et ce, aux niveaux national, sous-régional et régional.

2. Ont participé à la Conférence les représentants de 36 établissements supérieurs africains et des observateurs de 11 organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales.

II. RESUME DES TRAVAUX

Rapport du Secrétaire général de l'Association des universités africaines (AUA)

3. Le Secrétaire général de l'AUA a présenté un rapport sur l'application des recommandations de la deuxième Conférence des recteurs, présidents et directeurs des établissements africains d'enseignement supérieur, et en particulier l'exécution du Programme d'action de Mbabane. Les participants ont déploré le faible taux d'application des recommandations de la deuxième Conférence et du Programme d'action de Mbabane. Le problème des communications, de la coordination et de la présentation de rapports a été considéré comme étant la principale source des difficultés en ce qui concerne l'exécution des recommandations de la deuxième Conférence. Il a été convenu que, pour surmonter ces difficultés, les établissements devaient rester constamment en contact, ce qui serait possible à travers la publication d'un bulletin mensuel ou trimestriel couvrant les activités menées par ces établissements.

A. Priorités du développement de l'Afrique et rôle des établissements d'enseignement supérieur : Les cinq prochaines années

4. Les participants ont proposé des domaines où les établissements pourraient mettre au point des programmes de formation, de recherche et de services de consultants afin de répondre aux besoins du redressement et du développement de l'Afrique à court et à moyen termes. Ces domaines étaient la gestion économique et financière, y compris la gestion de la dette; le redressement et le développement du secteur agricole, notamment la conservation du sol et des eaux, la lutte contre la sécheresse et la désertification, la production d'intrants agricoles, outils et de matériel, etc. Les modalités d'exécution des programmes aux niveaux national, sous-régional et régional ont été également proposées, et un certain nombre de suggestions ont été avancées en ce qui concerne le renforcement des capacités des universités à élaborer leurs programmes communautaires de grande portée.

5. Les participants ont souligné les énormes contraintes imposées par l'insuffisance des ressources financières des établissements, ainsi que par les limites de leurs propres structures internes et le manque d'encouragement de la part des gouvernements, contraintes qui les empêchaient de remplir efficacement leur rôle en matière de développement.

6. En résumé, les participants ont recommandé ce qui suit :

- i) que si tous les Gouvernements africains doivent s'efforcer d'augmenter les allocations de crédits aux établissements, ceux-ci de leur côté fassent preuve d'initiative en faisant appel à toutes les sources possibles, notamment en utilisant plus efficacement les ressources disponibles pour compléter la faible assistance financière que leur accordent leurs gouvernements;
- ii) la CEA soit priée de faire bénéficier les établissements de ses services de consultation et de leur proposer d'autres moyens de collecter des fonds pour financer leurs activités dans les nombreux domaines de développement où on aura besoin de leurs services;
- iii) que la CEA soit également priée de proposer parmi des établissements existants ceux où les programmes d'études universitaires supérieures pourraient être concentrés et élaborés pour tous les établissements du continent;
- iv) qu'un mécanisme soit mis en place, peut-être dans le cadre de l'AUA, qui pourrait diffuser à l'échelle de la région des informations sur les propositions concernant la recherche, et ses résultats, afin de susciter l'intérêt ou le soutien des secteurs commercial et industriel.

B. Avenir de l'enseignement supérieur en Afrique et stratégies de développement de l'Afrique à long terme

7. Les participants ont souligné la nécessité d'établir un contact permanent entre les universités, les communautés et le gouvernement de chaque pays, et de créer des mécanismes propres à assurer un dialogue permanent avec le gouvernement, en vue d'encourager une participation plus active des établissements à l'exécution des programmes de développement. L'accent a été mis sur l'importance de l'élaboration de programmes universitaires de grande portée qui bénéficieront davantage à la communauté, de même que sur la nécessité de renforcer la collaboration entre les établissements, pour l'élaboration de programmes de recherche et d'enseignement.

8. Les recommandations suivantes ont été formulées :

- i) mis à part l'effort qui serait déployé pour diffuser des informations concernant les activités de recherche et de consultation actuellement menées au niveau national par les universités, on devrait faire jouer à l'AUA le rôle de Centre de collecte et de diffusion à l'échelle

- ii) les programmes d'éducation permanente devraient être davantage étendus à la population active et des programmes de formation sur mesure devraient avoir la priorité pour permettre de s'attaquer dans les meilleurs délais à des problèmes précis. Il faudrait également élaborer des programmes de perfectionnement en vue d'améliorer les qualifications de la main-d'oeuvre et la préparer à s'adapter à toute nouvelle organisation du travail;
- iii) un programme spécial de séminaires devrait être mis en place par les universités pour permettre de créer les meilleures conditions nécessaires à la réflexion et à la concertation entre les décideurs au niveau national.

C. Le rôle de la science et de la technologie dans la solution des problèmes de développement à long terme de l'Afrique

9. En esquissant ce que les universités africaines pourraient réaliser dans les domaines de la science et de la technologie, il a été de nouveau souligné que la recherche devrait être appropriée et orientée vers les domaines vitaux. Les domaines d'application de la science et de la technologie traditionnelles devraient avoir la place qui leur revient et des campagnes d'information scientifique doivent être mises sur pied afin d'aider les systèmes traditionnels à moderniser leur technologie. Il a été également souligné que les universités africaines devraient intensifier les activités de leurs services de consultation dans le domaine des sciences et de la technologie et redéfinir leur rôle dans la promotion, des sciences et de la technologie au service du développement.

10. Les participants ont souligné la nécessité de sensibiliser les étudiants à l'importance des sciences et de la technologie dans le monde actuel. Des cours devraient être élaborés pour les mettre au courant des dernières réalisations scientifiques et technologiques. L'utilisation de l'ordinateur devrait faire partie des cours donnés aux étudiants des quatre premières années de l'enseignement supérieur. Afin d'infuser un élément pratique dans l'enseignement des sciences et de la technologie, les programmes de stage dans l'industrie devraient être renforcés et supervisés par des maîtres de conférence. Cela améliorerait l'efficacité de l'interaction entre le professeur, l'étudiant et l'ingénieur ou le scientifique.

11. Les difficultés existant au niveau de l'échange d'informations ont été signalées, tout comme a été signalée l'incapacité de certaines universités de collecter, analyser et diffuser des informations à d'autres universités. Par conséquent, les universités africaines devraient mettre sur pied des programmes propres à rendre plus efficace la gestion de l'information et les systèmes d'informatisation, car, à moins que l'Afrique ne s'efforce de renforcer ses capacités de gestion de l'information et d'utilisation de l'ordinateur, elle demeurerait à la traîne dans le domaine de la collecte et de l'analyse de l'information pour le développement.

D. Adoption de la Déclaration d'Harare

12. Les participants ont adopté la Déclaration d'Harare sur le rôle des établissements d'enseignement supérieur dans le redressement économique et le développement de l'Afrique (document E/ECA/CM.13/48 annexe) et décidé qu'elle serait communiquée à tous les gouvernements africains à l'occasion de la vingt-deuxième session de la Commission et treizième réunion de la Conférence des ministres de la CEA.

E. Date et lieu de la quatrième Conférence

13. Les participants ont décidé que la quatrième session se tiendrait au Caire (Egypte) du 23 au 26 janvier 1989. Cette réunion serait suivie par la Conférence des recteurs, présidents et directeurs et l'Assemblée générale de l'Association des universités africaines, du 27 au 29 janvier 1989.